GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX.

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 3,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

ABONNEMENT:
Un Mois, 5 Francs.
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
L'année, 48 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

Sommaire.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

JUSTICE CIVILE. — *Cour de cassation* (ch. des requêtes). *Bulletin* : Mariage indien; nullité; différence de castes. — Femme; gain de survie; renonciation; pacte sur une succession future; défense de modifier les conventions matrimoniales. — Régime dotal et société d'acquêts; deniers personnels au mari; paiement en l'acquit de la femme; remboursement; cession; droit proportionnel d'enregistrement. — *Cour de cassation* (ch. civ.). *Bulletin* : Servitude discontinue et non apparente; action possessoire; possession; preuve; condition; acte apparent. — Colonies; succession vacante; administration; réglemens de la marine. — Partage d'ascendants; action en rescision; délai. — *Cour d'appel de Paris* (2^e ch.) : Société en nom collectif et en commandite; gérans; signature sociale; abus; fraude; nullité.

JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour d'assises de l'Orne* : Délit de presse; arrêt par défaut; délais de l'opposition; décret du 6 mars 1848.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.
CHRONIQUE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

L'Assemblée, exilée momentanément dans l'ancien local de la chambre des députés, a repris possession aujourd'hui de la salle où siégeait l'Assemblée constituante. Les dispositions de cette salle, restaurée à neuf, ont reçu quelques modifications destinées à lever ou à abaisser, suivant la saison, le degré de la température. Deux nouveaux rangs de tribune, ouvertes au dessus du bureau, remplacent avec avantage l'affreux baldaquin qui donnait à l'estrade présidentielle et à la tribune la grotesque apparence d'un théâtre en plein vent. Quant aux conditions d'acoustique, elles nous ont paru à peu près les mêmes que par le passé, à cela près du moins que la salle se trouvant diminuée d'une travée, la voix se ferait nécessairement entendre avec plus de facilité, si l'on voulait bien faire silence et prêter attention; mais le silence, l'expérience l'a bien prouvé depuis longtemps, est rarement à l'ordre du jour des assemblées.

L'inauguration de la salle a eu lieu par des interpellations que M. Sauteyra a cru devoir adresser à M. le ministre de la justice au sujet de certaines nominations récentes dans l'ordre judiciaire. De ces deux nominations, il en est plusieurs qui paraissent à M. Sauteyra susceptibles de critique sous le rapport de la légalité. Ainsi, l'honorable membre n'admet pas que M. le ministre de la justice ait eu le droit de nommer à des fonctions judiciaires d'anciens membres de l'Assemblée constituante. Il invoque à cet égard l'article 29 de la Constitution, qui porte qu'aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut, pendant la durée de la législature, être nommé ou promu à des fonctions publiques salariées. Il invoque aussi l'article 89 de la loi électorale qui étend la prohibition de l'article 28 à six mois au-delà de la législature. Ces textes combinés lui paraissent prouver jusqu'à l'évidence que les membres de l'Assemblée constituante ne pouvaient être nommés ou promus à des fonctions publiques avant l'expiration du délai de six mois depuis la retraite de l'Assemblée. M. Sauteyra, dans son argumentation, n'oublait qu'une chose, c'est que ni l'article 28 de la Constitution, ni la loi électorale ne sont applicables à l'Assemblée constituante. C'est ce que M. le ministre de la justice a démontré sans réplique. Le sort des membres de l'Assemblée constituante a été réglé par le décret spécial du 14 juin 1848 : or ce décret ne fait peser sur eux d'incapacité que pendant la législature, et non au-delà. Quant à l'article 89 de la loi électorale, il ne concerne que les membres des Assemblées législatives. Si, avant de monter à la tribune, M. Sauteyra se fût reporté à la discussion qui a précédé le vote de cet article 89, il aurait vu que la question qui le préoccupait avait été précisément l'objet d'une interpellation adressée à la Commission, et que la Commission, par l'organe de M. Victor Lefranc, l'un de ses membres, s'était bornée à renvoyer l'auteur de l'interpellation au décret du 14 juin 1848, seule loi applicable à l'Assemblée constituante. Le premier grief énoncé par M. Sauteyra péchait donc par la base.

D'un autre côté, l'honorable membre se plaignait de ce que, pour certaines nominations, l'article 83 de la loi électorale eût reçu, sinon une atteinte directe, du moins ce qu'il appelait « une entorse. » Cet article, comme on le sait, après avoir créé des incapacités territoriales contre divers fonctionnaires, relève néanmoins de ces incapacités ceux de ces fonctionnaires qui, soit avant la promulgation de la loi, soit dans les dix jours après sa promulgation, auraient cessé leurs fonctions. Or, voici ce qui a eu lieu : Quelques fonctionnaires, usant du bénéfice de l'article 83 ont abdiqué leurs fonctions pour courir les chances électorales; puis, ces chances leur ayant été contraires, ils ont sollicité et obtenu leur réintégration dans les sièges par eux abandonnés, — car ces sièges étaient demeurés vacans. Est-ce bien là, dit M. Sauteyra, se conformer à l'esprit de la loi, et comment se fait-il que des postes importants (car il s'agissait de présidents et même d'un procureur-général) soient restés vacans assez de temps pour que les anciens titulaires aient pu les retrouver libres encore le lendemain du jour de leur défaite électorale? Sur ce point, nous sommes obligés de le dire, M. Sauteyra n'avait pas tout à fait tort. M. Odilon Barrot a dit, il est vrai, que la prolongation de la vacance n'avait rien de prémédité, et nous sommes loin de révoquer en doute sa parole; mais nous regrettons qu'on ait si facilement fait remonter sur leurs sièges des magistrats qui en étaient volontairement descendus. Les fonctions judiciaires sont trop élevées pour qu'il doive être permis de les quitter et de les reprendre comme pis-aller des déconvenues électorales. Nous n'avons d'ailleurs jamais compris le système qui, depuis longtemps, semble s'être établi à la Chancellerie, et qui tend à prolonger indéfiniment les vacances dans les sièges de magistrature. Pourquoi, lorsqu'un titulaire vient à mou-

rir ou à se démettre, ne serait-il pas immédiatement remplacé? L'intérêt de la bonne administration de la justice exige qu'il en soit ainsi; et s'il est vrai, comme le disait M. le garde-des-sceaux, que la nomination des magistrats demande beaucoup de maturité et de réflexion, encore y a-t-il, même à la réflexion, des bornes raisonnables et que l'on ne saurait dépasser sans que le service s'en ressentit plus ou moins. — L'interpellation de M. Sauteyra ne pouvait aboutir, et, après avoir entendu les explications de M. le président du Conseil, l'honorable membre lui-même s'était empressé de déclarer qu'il n'attribuait au ministre aucune intention mauvaise, aucun pacte condamnable, mais qu'il avait voulu protester dans l'intérêt des principes, et afin qu'on ne s'engageât pas dans une mauvaise voie. L'Assemblée a donc, sans prolonger le débat, passé à l'ordre du jour.

Mais, dans le cours de cette discussion, M. Sauteyra avait fait à plusieurs reprises allusion aux tendances du ministre, et ses critiques, présentées dans des termes assez mesurés, étaient devenues beaucoup plus directes, à la manière dont l'extrême gauche les avait accueillies. M. le ministre de la justice a relevé le gant avec beaucoup d'énergie, et il a émis, en matière de nominations judiciaires, des principes que nous serons heureux de voir présider à tous les choix qu'il aura à faire. Oui, le ministre a eu raison de le dire, ce qu'il faut par-dessus tout chez les magistrats, dans les temps difficiles, c'est une grande probité, un grand courage, et la ferme volonté de faire exécuter la loi et de résister à toutes les violences. Faire appel à tous les dévouemens, quels que soient les partis politiques auxquels ils ont appartenu, rattacher ainsi les uns aux autres tous les hommes de cœur et de talent, les réunir, sans certificat d'origine, dans un but commun, celui de la défense des principes d'ordre et de conservation, c'est là une noble manière de comprendre les intérêts de la justice. Dans quelques paroles auxquelles tous les esprits sages de l'Assemblée ont applaudi, M. le garde-des-sceaux a trouvé l'occasion de dire que, sous le rapport des nominations aux emplois publics, il y avait pour le gouvernement deux sortes d'adversaires à combattre : ceux qui n'admettent rien d'antérieur au 24 février, et ceux qui veulent exclure tout ce qui l'a suivi. Entre ces deux extrêmes, il existe un milieu que la sagesse indique et que tous les hommes sensés admettent.

Nous aurions désiré que l'interpellation de M. Sauteyra servit au moins de prétexte pour dire quelques mots de la loi d'organisation judiciaire, que la magistrature attend avec une si vive impatience. Comment se fait-il que cette loi ne soit pas encore présentée? M. le ministre de la justice ne disait-il pas, dans la séance du 3 mai, qu'il regardait comme un des premiers et des plus impérieux devoirs de l'Assemblée législative de pourvoir à la situation de la magistrature? Nous savons bien qu'une commission s'occupe de préparer un travail. Nous savons bien aussi qu'une proposition déposée par l'honorable M. de Crouseilles a pour but d'obtenir de l'Assemblée la réparation des atteintes portées par le Gouvernement provisoire au principe de l'inamovibilité; — mais il est urgent d'arriver à une solution définitive, et, dans l'intérêt de la dignité de la justice, il ne faut pas qu'un principe écrit dans la Constitution demeure plus longtemps à l'état de lettre morte et comme suspendu dans son application.

L'ordre du jour appelle ensuite la proposition de MM. Charras et Latrade, relative à l'amnistie; mais les honorables membres ont déclaré la retirer en présence des événemens du 13 juin. — Voici donc à quoi servent les interpellations : à ajourner toutes les mesures de célérité!

Au reste, le souvenir du 13 juin a été évoqué sous un autre rapport; dans le cours de la séance, M. le procureur-général près la Cour de Paris a demandé, par un réquisitoire, à comprendre dans les poursuites trois représentants, MM. Commissaire, Cantagrel et Kœnig. Cette demande a été renvoyée, d'urgence, aux bureaux, qui s'en occuperont demain.

Les bureaux auront également à s'occuper d'une proposition relative à la détention préventive, présentée par MM. Duché, Raspail, Bac et autres, et qui est ainsi conçue :

Art. 1^{er}. Aucun citoyen arrêté préventivement ne pourra être renfermé, ni confondu pêle-mêle avec des condamnés ou des repris de justice. Il devra être traité avec humanité, pourvu d'un lit et d'une nourriture convenable; il lui sera loisible de recevoir ensemble ou séparément, dans sa chambre ou dans une chambre disposée à cet effet, ses père et mère, sa femme ou son mari, ses enfans.

Art. 2. Les prévenus ne seront, sous aucun prétexte, même pendant l'état de siège, mis au secret et privés temporairement de la vue de ses membres de leur famille, de leurs défenseurs, que sur une décision motivée de la chambre du conseil du Tribunal à qui l'instruction devra être déférée, à peine de forfaiture contre l'agent de la force publique ou judiciaire.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes)

Présidence de M. Lasagni.

Bulletin du 16 juillet.

MARIAGE INDIEN. — NULLITÉ. — DIFFÉRENCE DE CASTES.

Le mariage contracté, conformément aux dispositions du Code civil français, entre un Indien, sujet français, et une femme d'une autre nation, peut-il être déclaré nul par ce motif que la loi hindoue, à laquelle l'Indien serait demeuré soumis, ne lui permettait pas d'épouser une femme qui ne serait pas de sa caste, lui permettant encore moins d'en épouser une qui ne serait pas de sa nation?

Juge affirmativement par la Cour d'appel de Pondichéry, le 29 août 1843.

Pourvoi pour fausse application et violation des articles 3 et 170 du Code civil, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré nul un mariage contracté en 1819, à l'île Maurice, dans les formes usitées en ce pays, entre un Indien sujet français et une étrangère, sous le prétexte que la loi hindoue, à laquelle l'Indien serait demeuré soumis, ne lui aurait pas permis d'épou-

ser une femme d'une autre caste, et, à plus forte raison, une femme d'une autre nation que lui.

Ce moyen plaidé par M. Carrette, avocat des enfans Ramas-trapoulli, a été admis, au rapport de M. le conseiller Cauchy et sur les conclusions conformes de M. le procureur-général Dupin, qui s'est exprimé dans les termes suivans :

Messieurs, dit M. le procureur-général Dupin, n'est-ce pas une chose fort singulière qu'à l'époque où nous sommes, et sous le régime actuel, la première Cour de justice de France soit appelée à se prononcer sur la validité d'un mariage dont la nullité serait fondée sur la différence des castes et la disparité des cultes qui, depuis longtemps en France, ont cessé de constituer des empêchemens dirimens au mariage?

On conçoit, messieurs, que les vainqueurs de l'Inde aient usé de grands ménagemens envers les indigènes, en respectant leur mœurs, leurs usages, leurs coutumes tant que ce qui est de droit purement privé. Tous les conquérans intelligens en ont usé de même, et on en trouve des exemples même dans les temps de barbarie.

Mais il n'en est pas moins vrai que si le conquérant use de cette tolérance, il est une foule de points dans lesquels la loi du vainqueur est appelée à devenir la loi du peuple conquis.

Ainsi, nos grands principes de liberté et d'égalité devant la loi, depuis longtemps proclamés dans l'Inde, ont dû au moins y produire cet effet, que s'il n'y avait pas obligation, contrainte pour les Indiens de se soumettre en tout à la loi française, il n'était pas défendu aux Indiens individuellement de se soumettre de leur plein gré à l'empire de cette loi.

Cette règle n'est-elle pas applicable à l'espèce présente, où il s'agit d'un mariage, qui avant tout est un contrat de droit de la nature et des gens? N'est-elle pas applicable surtout à un mariage qui n'a pas été contracté dans l'Inde par deux Indiens vivant dans les environs d'un temple de Bramah, suivant les rites de ce culte; mais par un sujet français né à Pondichéry et marié à l'île Maurice, sous l'empire du Code civil resté loi de cette colonie, même après sa cession à l'Angleterre? Enfin, lorsqu'il s'agit d'un mariage contracté par ce sujet français avec une femme jadis esclave, mais affranchie au moment de son mariage?

En effet, messieurs (et ce moyen qui n'a pas été indiqué par les demandeurs, fit-il le seul, me paraîtrait devoir emporter la question), l'affranchissement de cette femme n'a pas eu pour effet de la restituer à une caste quelconque, mais de la rendre libre, libre sans restriction, *optimo jure*, et capable, par conséquent, de se marier à son gré, sans qu'on pût lui objecter la différence des castes, ni par suite la prétendue incapacité à contracter les enfans de son mariage de continuer les sacrifices prescrits par la religion de Bramah!

De telles lois (si elles existent, car leur texte n'est pas rapporté) choqueraient à la fois notre droit public et nos idées sociales; et, sans examiner ici jusqu'à quel point elles pourraient être maintenues, à l'ombre de la domination française, entre Indiens, dans l'Inde même, et pour des biens frappés d'un tel statut local, il me paraît évident qu'elles ne peuvent pas être invoquées devant des Tribunaux français, pour faire annuler un mariage contracté dans les circonstances que j'ai signalées.

Si vous étiez la chambre civile, je conclurais immédiatement à la cassation; l'admission du pourvoi me paraît, à plus forte raison, ne devoir faire aucun doute.

FEMME. — GAIN DE SURVIE. — RENONCIATION. — PACTE SUR UNE SUCCESSION FUTURE. — DÉFENSE DE MODIFIER LES CONVENTIONS MATRIMONIALES.

I. La femme qui a cédé à ses filles, en les mariant, le gain de survie que lui assurait son contrat de mariage sur la succession de son mari, dont elle n'est pas héritière, ne peut pas être considérée comme ayant fait un pacte sur une succession future, contrairement aux art. 791 et 1130 du Code civil. Le pacte prohibé par ces articles ne résulte pas plus d'une cession de gain de survie que de sa constitution.

II. Cette cession de gain de survie, ou la renonciation qui en a été faite par la femme au profit de ses filles, et qui devait leur tenir lieu de constitution dotal, loin de modifier les conventions matrimoniales de la cédante ou renonçante, en supposant et nécessitant au contraire l'exécution; d'où la conséquence que l'art. 1395 du Code civil ne recevait ici aucune atteinte.

Ainsi jugé au rapport de M. le conseiller Pataille, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Nougier. Plaidant, M. Decamps. (Rejet du pourvoi de la veuve Leysse.)

RÉGIME DOTAL ET SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS. — DENIERS PERSONNELS AU MARI. — PAIEMENT EN L'ACQUIT DE LA FEMME. — REMBOURSEMENT. — CESSION. — DROIT PROPORTIONNEL D'ENREGISTREMENT.

Le régime dotal, avec stipulation de société d'acquêts, ne s'oppose point à ce que le mari ait des deniers personnels avec lesquels il paie une acquisition faite pour sa femme, en remplacement d'un de ses immeubles dotaux aliénés, et dont le prix n'est pas encore réalisé. Conséquemment, la femme, devenue ainsi débitrice de son mari, peut le rembourser en lui déléguant, jusqu'à due concurrence, tous ses droits sur ses débiteurs. C'est là un transport de créance qui donne ouverture au droit proportionnel de 1 p. 0/0.

Ainsi jugé au rapport de M. le conseiller Bernard de Rennes, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Nougier. Plaidant, M. Fabre. (Rejet du pourvoi des époux d'Houdetot contre l'administration de l'enregistrement.)

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. Bérenger.

Bulletin du 16 juillet.

SERVITUDE DISCONTINUE ET NON APPARENTE. — ACTION POSSESSOIRE. — POSSESSION. — PREUVE. — CONDITION. — ACTE APPARENTE.

Le juge de paix saisi d'une action possessoire ne doit admettre à faire preuve de la possession que dans le cas où cette possession prolongée pourrait, au pétitoire, servir de base à la prescription.

En matière de servitude discontinue et non apparente, la possession annale ne peut servir de base à une action possessoire en complainte que lorsqu'elle s'appuie sur un titre apparent qui émane du propriétaire du fonds servant.

Ne peut être considéré comme suffisant, dans ce cas, le titre produit par le propriétaire du fonds dominant et dans lequel son vendeur, hors la présence et sans le concours du propriétaire du fonds servant, aurait indiqué ce droit de servitude comme faisant partie de la vente.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Gilon, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Nicias Gaillard, du pourvoi formé contre un jugement du Tribunal civil de Romorantin, du 13 décembre 1845. (Affaire William Stée contre Clément; plaidant, M. Lédien.)

COLONIES. — SUCCESSION VACANTE. — ADMINISTRATION. — RÉGLEMENT DE LA MARINE.

Les réglemens et ordonnances relatifs aux marins, officiers et entretenus de la marine, notamment l'ordonnance du 23 mars 1763, sont exécutoires dans les colonies encore bien

qu'ils n'y aient pas été publiés.

L'administration de la marine, représentée par ses commissaires, a seule qualité pour administrer et appréhender la succession d'un chirurgien de marine décédé aux colonies et dont les héritiers sont domiciliés sur le continent.

Par suite, doit être cassé l'arrêt qui attribue l'administration de cette succession au curateur en titre d'office chargé, par l'art. 3 de l'édit du 21 novembre 1781, de recueillir pour les héritiers les successions des personnes qui décèdent aux colonies.

Cassation au rapport de M. le conseiller Gaillier, et sur les conclusions de M. l'avocat-général Gaillard, d'un arrêt de la Cour d'appel de la Martinique du 12 décembre 1844. Plaidant, M. Emile Moreau, pour l'administration de la marine; demanderesse en cassation contre le curateur aux successions vacantes de Fort-Royal.

PARTAGE D'ASCENDANS. — ACTION EN RESCISION. — DÉLAI.

Le délai de dix ans dans lequel doit être formée l'action en rescision ou en réduction d'un partage d'ascendants commence à courir du jour du décès de l'ascendant, et non à partir de la date de l'acte de partage.

Cassation au rapport de M. le conseiller Gaillier, sur le pourvoi des héritiers Besse contre le sieur Antoine B'sse. Conclusions conformes de M. l'avocat-général Nicias Gaillard; plaidant, M. Eugène Decamp.

COUR D'APPEL DE PARIS (2^e ch.).

Présidence de M. Lassis.

Audience du 12 juillet.

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF ET EN COMMANDITE. — GÉRANS. — SIGNATURE SOCIALE. — ABUS. — FRAUDE. — NULLITÉ.

Si l'article 22 du Code de commerce veut que tous les associés en nom collectif soient obligés par la signature sociale donnée même par un seul d'entre eux, c'est parce que, à l'égard des tiers, celui qui a donné la signature sociale est présumé avoir traité pour les affaires ou dans l'intérêt de la société; et l'on doit même admettre, pour la sécurité des transactions commerciales, que cette présomption couvre les engagements pris par un associé sous la raison sociale pour le règlement de sa dette personnelle, parce que le créancier peut avoir cru de bonne foi que l'associé agissait dans l'intérêt de la société, et avec le consentement exprès ou tacite de ses associés.

Mais cette présomption n'est pas juris et de jure, et elle disparaît devant la preuve que le créancier n'a obtenu la signature sociale que par un concert frauduleux entre lui et l'associé pour faire acquiescer par la société une dette qui lui était étrangère.

Dans ce cas, la société est fondée à demander contre le créancier, simple de la fraude, la nullité des engagements abusivement revêtus de la signature sociale.

Cette question intéressante pour le commerce, et sur laquelle la jurisprudence n'est pas encore bien nettement établie, se présentait dans les circonstances suivantes :

Le 26 avril 1844, une société en commandite a été formée à Paris sous la raison sociale Dubois, Martres et C^o. Au nombre des gérans responsables figurait le sieur Dubois. M. Baudouin, l'un des gérans, chargé spécialement de la caisse, avait en outre mandat d'apposer la signature sociale sur tous billets et factures, et ce n'était qu'à son défaut, et en vertu d'une délibération nouvelle, que cette mission pouvait être déléguée à l'un des gérans. Toutefois l'acte de société portait en termes généraux que la signature sociale appartiendrait à chacun des gérans pour les affaires de la société. Cet acte fut publié conformément aux prescriptions du Code de commerce.

Cette convention arrêtée, le sieur Dubois, pour compléter sa mise sociale qui était fixée à 20,000 fr., eut dans la nécessité de faire un emprunt de 43,000 fr. Il s'adressa à M. Collas qui, après examen de l'acte de société, consentit à traiter avec lui. Un prêt fut en effet contracté vers la fin de 1844 et au commencement de 1845; mais ici le désaccord commença entre Dubois et Collas sur l'importance même du prêt.

Suivant Dubois, Collas lui aurait fait souscrire des billets pour 76,766 fr. 43 c., composés de : 4^e de 43,000 pour le capital réellement prêté; 2^e de 2,377 fr. 65 c. pour intérêts à 6 p. 100 jusqu'au 21 août 1845; 3^e de 31,388 fr. 80 c. pour le quart de ses bénéfices présumés pendant six ans.

Collas, au contraire, prétend que les 76,766 fr. 43 c. d'effets souscrits à son ordre par Dubois personnellement ne sont que la représentation du prêt qu'il lui a fait en espèces.

En 1847, Dubois n'ayant pu satisfaire aux échéances de ses engagements personnels envers Collas, proposa un renouvellement. Collas y consent, sous la condition que Dubois signerait de la signature sociale. Celui-ci répond d'abord par un refus, motivé notamment sur ce qu'il n'a pas pouvoir d'user de la signature sociale; mais, sur la menace de poursuites, il se décide à souscrire de la signature sociale, à l'ordre de Collas, pour 84,923 fr. 70 c. d'effets exigés en janvier 1848, et renouvelés depuis jusqu'en avril de la même année.

En mai 1848, Collas, sous le nom de Saulnier, prétendit tiers porteur de l'un des effets montant à 4,923 fr. 70 c., forme une demande devant le Tribunal de commerce. Dubois défend à cette demande, en son nom personnel et comme associé; il appelle Collas en cause pour qu'il ait à faire cesser les poursuites, à lui remettre le titre, ou à lui en fournir la contre-valeur. Mais Collas fait défaut, et le sieur Saulnier obtient jugement de condamnation, en vertu duquel une saisie est tentée dans les magasins de la société.

La société, informée de ces faits, porte plainte contre Dubois pour abus de la signature sociale, et contre Collas comme complice. Cette plainte est suivie d'un renvoi en police correctionnelle, sur lequel il n'a pas encore été statué.

Puis, par voie d'opposition ou de tierce opposition, la société intervient dans les diverses instances portées soit par Collas, soit par Saulnier devant le Tribunal de commerce, et demande contre Collas la garantie des condamnations qui pourraient être prononcées au profit de Saulnier, dans le cas éventuel où il serait reconnu tiers porteur sérieux et légitime de la signature sociale, et l'annulation de tous les billets souscrits de la signature sociale par Dubois au profit de Collas.

Dubois intervient personnellement au procès pour soutenir qu'il n'a reçu de Collas que 43,000 francs pour ses besoins personnels; que tout le surplus est entaché d'usure; qu'enfin il n'a donné à Collas la signature sociale que sous la pression de la contrainte morale que ce dernier exerçait sur lui, et alors que Collas savait que Dubois était sans pouvoir pour engager la société.

D'après ces prétentions contradictoires, le Tribunal de commerce avait à statuer notamment sur les deux questions suivantes : 1^o le chiffre de la créance de Collas contre Dubois devait-il être réduit à 43,000 francs seulement? 2^o La signature sociale donnée par Dubois à Collas, dans les circonstances de la cause, engageait-elle la société Dubois, Martres et C^o jusqu'à concurrence de la créance ainsi réduite?

Le Tribunal de commerce a résolu ces deux questions affirmativement.

Appel de la part de la société Dubois, Martres et C^e, tendant à faire prononcer la nullité, au regard de la société, des engagements souscrits par Dubois pour l'achat de sa dette personnelle, par le double motif qu'il n'avait pas la signature sociale et que ce n'était que par un concert frauduleux entre Collas et lui que cette signature avait été engagée.

Appel de la part de Collas, au chef qui porte réduction de sa créance à 43,000 francs au lieu de 84,923 francs, montant, par suite des renouvellements des engagements souscrits à son ordre de la signature sociale, et dont il demande la condamnation contre la société Dubois, Martres et C^e.

M^r Delangle a soutenu l'appel interjeté par la société Dubois, Martres et comp. M^r Mathieu a combattu cet appel et soutenu celui du sieur Collas.

Quant au sieur Saulnier, il s'est borné à prendre des conclusions tendantes à être reconnu par la Cour, comme il l'avait été par les premiers juges, tiers-porteur sérieux de l'un des effets souscrits sous la raison sociale par Dubois, à l'ordre de Collas.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Royer, a rendu l'arrêt suivant, qui contient l'exposé des faits particuliers et la discussion des moyens de droit qui ont fait la base des plaidoiries. Après avoir maintenu la réduction à 43,000 fr. de la créance de Collas contre Dubois personnellement, l'arrêt s'exprime ainsi sur le point de droit résultant de l'application de l'art. 22 du Code de comm. :

« Considérant que Dubois, ayant été à deux reprises, et pendant un assez long espace de temps, en possession de la signature sociale, soit en vertu de l'acte de société, soit en vertu de l'autorisation expresse ou tacite de ses associés, il pouvait valablement obliger la société, en signant la raison sociale envers les tiers qui auraient contracté avec lui de bonne foi ;

« Mais considérant que Collas, par suite de ses relations, tant avec Dubois qu'avec la société Dubois, Martres et comp., connaissait parfaitement la situation de Dubois, son débiteur ; qu'il n'ignorait pas, au moment de la création des billets dont il s'agit, que Dubois n'avait plus la signature sociale ; que, sous ce rapport, les billets seraient nuls au regard de la société ;

« Considérant d'ailleurs qu'en supposant que Dubois eût le droit de signer de la raison sociale, il aurait, dans l'espèce, par un concert frauduleux avec Collas, abusé de cette signature, au préjudice de la société, qui serait fondée à demander la nullité des billets ;

« Qu'en effet, si l'article 22 du Code de commerce veut que tous les associés en nom collectif puissent engager la société en signant la raison sociale, cet article doit être entendu secundum subjectam materiam, c'est-à-dire relativement aux engagements pris par les associés pour les affaires ou dans l'intérêt de la société ;

« Que, sans doute, on doit admettre, pour la facilité et la sécurité des transactions commerciales, que l'associé qui donne la signature sociale est présumé à l'égard des tiers avoir traité pour les affaires ou dans l'intérêt de la société ; que cette présomption doit même couvrir les engagements pris par un associé sous la raison sociale pour éteindre sa dette personnelle, puisque le créancier peut avoir cru de bonne foi que l'associé agissait dans l'intérêt de la société et avec le consentement exprès ou tacite de ses associés ;

« Mais considérant que ce n'est pas la une présomption juris et de jure ; qu'elle n'est établie ni par l'article 22 du Code de commerce ni par aucune autre disposition légale ; que lorsqu'il existe un concert frauduleux entre l'associé et le tiers qui reçoit la signature sociale pour dépouiller la société, celle-ci doit être admise à prouver la fraude et à demander la nullité des engagements pris en son nom ;

« Considérant, dans l'espèce, que Collas était créancier de Dubois personnellement pour sommes à lui prêtées dans son intérêt individuel ; qu'il s'est pendant longtemps contenté de titres qui lui avaient été souscrits par son débiteur en son propre et privé nom ; que, plus tard, craignant de ne pouvoir se faire payer par Dubois, il a menacé de poursuites et a exigé de lui la signature sociale ; qu'il savait très bien non-seulement que Dubois n'avait pas le pouvoir de la donner, ainsi qu'il a été expliqué plus haut, mais encore qu'il la donnait à l'insu et sans le consentement de ses co-associés ; qu'enfin il l'a exigée dans son intérêt personnel et pour assurer son paiement au préjudice de la société ;

« Qu'une pareille fraude ne saurait être tolérée, et que dans l'intérêt même du commerce elle doit être réprimée par l'annulation des engagements qui en ont été le fruit ;

« Considérant d'un autre côté qu'il résulte évidemment des faits de la cause et des documents produits, que Saulnier n'est pas porteur sérieux du billet pour lequel il a obtenu condamnation contre la société ; que Collas avait passé le billet à son ordre dans l'unique but d'obtenir la condamnation et d'en poursuivre l'exécution, sous le nom de Saulnier et comme tiers porteur ; qu'en un mot, Saulnier n'a été, dans tous les actes, que le prête-nom de Collas ;

« Infirme sur l'appel de la société Dubois, Martres et C^e ; au principal, déclare nuls et de nul effet au regard de ladite société, les billets en vertu desquels des condamnations ont été prononcées contre elle, soit au profit de Collas, soit au profit de Saulnier.

(Voir sur la question, Cassation, 41 mai 1836; Devillen, 1836, 1, 741. Rejet, 22 avril 1845; Devill., 1845, 1, 341.)

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE L'ORNE.

Présidence de M. Feron de Longcamp, conseiller à la Cour d'appel de Caen.

Audience du 7 juillet.

DELIT DE PRESSE. — ARRÊT PAR DÉFAUT. — DÉLAIS DE L'OPPOSITION. — DÉCRET DU 6 MARS 1848.

Au mois de septembre 1848, des poursuites furent commencées contre le gérant de l'Indépendant de l'Orne, à propos de quatre numéros de ce journal. La chambre des mises en accusation de la Cour d'appel d'Angers, appelée à se prononcer sur ces poursuites, rendit un arrêt par lequel elle déclara qu'il n'y avait lieu à suivre contre le gérant de l'Indépendant de l'Orne qu'à raison d'un des quatre numéros incriminés, celui du 10 septembre 1848. Pourvoi en cassation fut formé contre cet arrêt par M. le procureur-général. L'arrêt fut cassé, et la Cour de cassation renvoya la cause et les parties devant la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Caen. Celle-ci déclara qu'il n'y avait lieu à suivre ni à raison du numéro du 10 septembre, ni à raison de deux autres numéros, mais seulement à raison du numéro du 25 août 1848, pour un article commençant par ces mots : « Vous connaissez cette loi contre la presse, » et finissant par ceux-ci : « N'est-il pas jugé ? » et elle renvoya le gérant de l'Indépendant de l'Orne devant la Cour d'assises de l'Orne, sous la prévention d'avoir excité à la haine et au mépris du gouvernement de la République, dans cet article du 25 août 1848. Voici cet article relatif à l'état de siège du juin 1848 :

Vous connaissez cette loi contre la presse, votée dernièrement par l'Assemblée nationale. Loi sévère ! loi incroyable ! On devait penser que la République était satisfaite. Elle avait rétabli toutes les rigueurs que ses auteurs avaient autrefois reprochées avec tant de violence à la Restauration et au gouvernement de Juillet.

Eh bien, non ! la République n'était pas satisfaite encore. La légalité, quelque rigoureuse qu'elle soit, ne saurait lui suffire. Preuve que la République est le seul gouvernement compatible avec la liberté.

Un arrêté du pouvoir exécutif vient de supprimer de nouveau quatre journaux : le *Lampion*, le *Représentant du Peuple*, le *Père Duchesne* et la *Vraie République*. Ces journaux n'ont certes pas nos sympathies, mais s'ils ont outrepassé les bornes de la discussion permise, il fallait les poursuivre au nom des lois.

Ce qu'on a fait est monstrueux.

Ni sous la Restauration, ni sous le gouvernement de Juillet, on n'a vu chose pareille !

Disons toute la vérité,

La liberté est morte, la légalité est détruite, l'arbitraire règne, et quel arbitraire ! La France est courbée sous le despotisme le plus insolent qui ait jamais pesé sur une nation.

Dans les états autocratiques, la volonté de l'autocrate est la loi ; d'avance on sait qu'en allant contre cette volonté absolue, on sera brisé ; il n'y a plus de surprise, le despotisme est légal, il est dans la constitution du pays. Mais ce qui se passe en France n'a de nom dans aucune langue. Il y a des lois qui nous garantissent des droits, il y a d'autres lois qui limitent ces droits ; vous vous confiez à ces lois, et tout à coup l'arbitraire vient vous prendre à la gorge avec ses griffes de fer. Comment appeler cela ? Un gouvernement autocratique ne serait-il pas mille fois préférable ? du moins on sait à quoi s'en tenir dans un Etat franchement despotique.

Voilà donc ce que nous a apporté cette République tant promise !

O France ! Quel enseignement !

Ils sont arrivés sous l'égide de la liberté, et cette liberté, ils l'égorgeront aujourd'hui.

Ils sont arrivés aussi pour guider la France dans la voie de la gloire, et ils la traînent aujourd'hui dans le sentier de la honte. Entendez-vous d'ici les malédictions de l'Italie meurtrie et saignante, à laquelle ils avaient promis l'intervention et qu'ils ont abandonnée lorsqu'elle implorait leur secours ?

Ne soyons pas injustes. Ah ! les malheureux, plaignons-les ! Ils ne font qu'obéir à une fatale nécessité.

Ils ne peuvent pas tenir parole à l'Italie, parce que l'intervention extérieure, ce serait la banqueroute à l'intérieur.

Ils ne peuvent pas gouverner avec la liberté et la légalité, parce que l'arbitraire est leur seule force, parce qu'ils sont en dehors du principe d'ordre, et parce qu'ils n'ont d'autre choix qu'entre la tyrannie et l'anarchie.

Mais un état de choses qui conduit à de semblables conséquences, qui entraîne de pareilles conséquences, n'est-il pas jugé ?

Le gérant n'ayant pu comparaître au jour fixé (14 avril 1849), devant la Cour d'assises, fut condamné en un mois d'emprisonnement et 150 francs d'amende. Sur l'opposition faite par lui à cet arrêt par défaut, le jugement de l'opposition a été fixé au 7 juillet, par ordonnance de M. le président, et le gérant de l'Indépendant de l'Orne se présente aujourd'hui, assisté de M. Muller, rédacteur en chef du journal, et de M. de la Sicotière, avocat d'Anlençon, ses défenseurs.

Le siège du ministère public est occupé par M. Adeline, procureur de la République.

M. le procureur de la République dit qu'avant qu'il soit procédé à l'appel de MM. les jurés, il a à soulever une exception ; qu'il va demander que le gérant de l'Indépendant de l'Orne soit déclaré non recevable dans son opposition.

La Cour, après en avoir délibéré, décide que l'exception ne sera discutée et jugée qu'après le tirage du jury.

On procède au tirage du jury.

M. le président interroge le prévenu sur ses noms, prénoms, âge et qualité.

Le prévenu déclare se nommer Jean-Baptiste Lemoine, être âgé de 69 ans, domicilié à Laval, etc.

Après la lecture faite par le greffier, de l'acte d'accusation, M. le procureur de la République pose ses conclusions tendant à ce que l'Indépendant de l'Orne soit déclaré non recevable dans son opposition, attendu qu'il n'a pas présenté dans le délai voulu la requête au président des assises, pour obtenir fixation du jour de l'audience, et qu'ainsi il n'a pas rempli toutes les formalités prescrites.

L'arrêt par défaut rendu contre le gérant de l'Indépendant de l'Orne par la Cour d'assises de l'Orne, dans sa dernière session, lui a été signifié le 30 mai, dit le ministère public. Le 1^{er} juin, le gérant a fait opposition au greffe contre cet arrêt. Il a fait notifier cette opposition au ministère public le 4 juin. Le 14 juin, il a présenté une requête tendant à obtenir du président de la Cour d'assises une ordonnance fixant le jour du jugement de l'opposition.

Or, voici l'état de la législation sur la matière. Avant le décret du 6 mars 1848, nous étions sous l'empire de la législation de 1835. En vertu de cette législation, l'opposition emportait de plein droit citation à la première audience. Mais cette législation n'existe plus ; elle a été abrogée par le décret du 6 mars 1848. Nous sommes donc retombés sous la législation en vigueur à celle de septembre 1835. Les lois qui régissent aujourd'hui la presse sont celles de 1819, 1822, 1831. Les lois de 1819 et 1831 disent que la requête tendant à obtenir du président de la Cour d'assises une ordonnance fixant le jour du jugement de l'opposition devra être déposée au greffe dans les cinq jours de la notification de l'opposition.

Le gérant de l'Indépendant de l'Orne n'a donc pas satisfait aux prescriptions de la loi ; car c'est le 4 juin qu'il faisait notifier son opposition au ministère public, et ce n'est que le 14 juin qu'il a déposé sa requête, qui, aux termes de la loi, devait être déposée dans les cinq jours de la notification de l'opposition.

M. le procureur de la République conclut que l'opposition ne peut plus être acceptée.

M. de la Sicotière combat ces réquisitions.

En matière criminelle, en matière de presse surtout, la question de bonne foi domine toutes les autres. La prison et l'amende sont la peine du délit commis et non de l'observation d'une vaine et indifférente formalité.

Un prévenu est condamné par défaut sans avoir été entendu, sans avoir pu se défendre. Il forme une opposition au jugement ou à l'arrêt qui l'a frappé ; c'est son droit. Il fait connaître son opposition à la partie poursuivante, afin qu'elle ne puisse être prise au dépourvu et que le débat puisse s'engager entre elle et lui loyalement et complètement ; c'est son devoir. Protestation, avertissement donné à la partie poursuivante ; tels sont les éléments de toute opposition.

Qu'a fait Lemoine ? Condamné le 14 avril, il a formé opposition dès le 17, avant même la signification de l'arrêt. Cette opposition il l'a réitérée le 4 juin, après la signification. Il l'a dénoncée au parquet le 4 juin ; il a même présenté requête à M. le président le 14 juin, afin d'obtenir la fixation du jour où elle serait jugée. Que pouvait-on lui demander de plus ? Et n'est-il pas en droit de demander aujourd'hui à être jugé ? M. le président des assises a rendu une ordonnance de comparution pour le 7 juillet ; cette ordonnance a été signifiée au gérant par M. le procureur de la République. Le gérant de l'Indépendant de l'Orne est venu, sur la foi de cette assignation, pour se faire juger. Et aujourd'hui on lui dit : « Vous n'avez rien à faire ici ; votre opposition n'est pas recevable. » On lui oppose une fin de non-recevoir !

Les lois de 1819 et de 1831, remises en vigueur par le décret du Gouvernement provisoire du 6 mars 1848, qui a abrogé les lois de septembre, exigeaient, il est vrai, le dépôt au greffe de la requête adressée au président, dans les cinq jours de la notification. Elles ajoutaient que, faite par l'opposant de remplir les formalités mises à sa charge, son opposition serait réputée non avenue. Mais ces lois prévoyaient le cas où l'opposition suivrait la notification de l'arrêt par défaut, et non celui où elle l'aurait précédé, où l'opposant ne se serait pas avant cette notification, mis à la disposition du parquet et du président pour la prochaine audience, et aurait ainsi renoncé aux délais établis en sa faveur.

D'un autre côté, la nullité attachée à l'observation des formalités prescrites par les articles 49 de la loi de 1819 et 4 de celle de 1831 s'étend-elle au cas où la requête a été déposée au greffe les cinq jours expirés ? Non, des délais ne sont pas des formalités dans le sens rigoureux du mot. Il suffisait qu'il y eût requête rédigée, déposée, et que le dépôt eût été fait assez à temps pour que le procureur de la République pût en faire la notification cinq jours avant l'échéance.

Son opposition est donc valable. Il semble qu'on l'aurait compris en lui fixant un jour de comparution et en le faisant assigner. Pourquoi cette fixation, cette assignation, si son opposition est nulle de droit ?

Le défenseur montre ensuite avec l'autorité de M. Parant (Lois de la presse en 1834, p. 322), et celle de M. Sauzet, rapporteur des lois de septembre 1835, que ces dernières lois, en

supprimant la requête et en décidant (art. 23) que la notification de l'opposition au ministère public vaudrait citation pour la prochaine audience, ont eu pour objet de simplifier les formes et d'abréger les délais abusifs introduits dans les termes du droit commun pour les oppositions en matière de presse. Les délais auxquels Lemoine a renoncé étaient donc introduits en sa faveur.

Et le décret du 6 mars 1848, rendu dans une pensée toute de faveur pour la presse, toute de désir d'en soumettre les règles à celle du droit commun, ainsi que l'indique le préambule de ce décret, peut-il avoir aggravé la position des journalistes, avoir rétabli la formalité exceptionnelle du dépôt d'une requête, leur avoir de moins interdit de renoncer aux délais de la loi de 1831 pour s'en tenir à ceux du droit commun moins favorables assurément.

Et le projet de loi sur la presse périodique présenté il y a quelques jours à la Législative, ne fixe-t-il pas (art. 14) les termes des oppositions dans les termes mêmes suivis par Lemoine ?

Il s'est donc conformé au sens, à l'esprit de la législation, esprit qui doit toujours être pris en considération quand il s'agit de l'application de lois politiques.

La Cour, après en avoir délibéré, rend un arrêt par lequel elle déclare l'opposition du gérant de l'Indépendant de l'Orne non recevable, attendu que toutes les formalités prescrites par la loi n'ont pas été remplies.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par décret en date du 14 juillet 1849 :

M. Quenoble, président de chambre à la cour d'appel d'Amiens, est nommé premier président de la Cour d'appel de Nancy, en remplacement de M. Moreau, appelé à d'autres fonctions.

Par autre décret du même jour, ont été nommés :

Premier avocat-général à la Cour d'appel de Bourges, M. Robert Chénivière, avocat-général à la même Cour, en remplacement de M. Raynal, appelé à d'autres fonctions ; Avocat général à la Cour d'appel de Bourges, M. Nèveu-Lemaire, substitué du procureur-général près la même Cour, en remplacement de M. Robert Chénivière, nommé premier avocat-général ;

Avocat-général à la Cour d'appel de Caen, M. Savary, ancien magistrat, en remplacement de M. Sorbier, appelé à d'autres fonctions ;

Avocat-général à la Cour d'appel de Limoges, M. Escudé, substitué du procureur-général près la Cour d'appel de Bourges, en remplacement de M. Vacherie ;

Substitué du procureur-général près la Cour d'appel de Bourges, M. Malhené, ancien magistrat, en remplacement de M. Escudé, appelé à d'autres fonctions ;

Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Drauguignan (Var), M. Albert Tailhand, ancien magistrat, en remplacement de M. Alexandre, appelé à d'autres fonctions ;

Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Digne (Basses-Alpes), M. Ollivier, ancien magistrat, en remplacement de M. Haré, appelé à d'autres fonctions ;

Président du Tribunal de première instance de Chinon (Indre-et-Loire), M. Baudouin, ancien magistrat, en remplacement de M. Baudouin, décédé ;

Juge au Tribunal de première instance de Troyes (Aube), M. Nancey, juge au siège de Tours, en remplacement de M. Gayot, décédé ;

Juge au Tribunal de première instance de Tours (Indre-et-Loire), M. Derouet, ancien magistrat, en remplacement de M. Nancey, appelé à d'autres fonctions ;

Substitué du procureur de la République près le Tribunal de première instance d'Orléans (Loiret), M. Huot, substitué près le siège de Tours, en remplacement de M. Dupré-Lasalle, appelé à d'autres fonctions ;

Substitué du procureur de la République près le Tribunal de première instance de Tours (Indre-et-Loire), M. Chappin, ancien magistrat, en remplacement de M. Haou, appelé à d'autres fonctions ;

Substitué du procureur de la République près le Tribunal de première instance de Chinon (Indre-et-Loire), M. de la Taille, juge suppléant au siège de Gien, en remplacement de M. Deschamps, appelé à d'autres fonctions.

— Le même décret contient la disposition suivante :

M. Watrignoux, juge au Tribunal de première instance de Saint-Omer (Pas-de-Calais), remplira au même siège les fonctions de juge d'instruction, en remplacement de M. Devaux, qui, sur sa demande, reprendra celles de simple juge.

AVIS.

Les demandes d'abonnement ou de renouvellement d'abonnement doivent être accompagnées d'un mandat à vue sur Paris ou d'un bon sur la poste. On peut encore s'abonner par l'entremise des Messageries nationales et générales.

CHRONIQUE

PARIS, 16 JUILLET.

Plusieurs journaux ont raconté inexactement les faits qui se sont passés à l'Ecole polytechnique dans les journées du 12 et du 13 courant.

Un grand nombre d'élèves de cette école croyant avoir un sujet de plainte contre un de leurs camarades, par suite d'un acte qu'ils traitaient de dénonciation, et qui n'avait été de sa part que l'accomplissement d'un devoir, avaient résolu de forcer cet élève à donner sa démission.

Informé indirectement de ce fait, le général, commandant l'école, n'intervint d'abord qu'officieusement, sur la demande même des pères de l'élève, qui, de son côté, comprenant toute la gravité des conséquences de la résolution prise par la majorité de ses camarades et ne voulant pas être la cause de divisions profondes au sein de l'école, offrit spontanément sa démission, afin de réduire le déplorable malentendu dont il était l'objet aux simples proportions d'une affaire personnelle.

Le général, tout en rendant justice au sentiment honorable qui dictait cette démarche, repoussa formellement la démission, comme c'était son devoir, et prescrivit à l'élève de continuer ses études en attendant que, mieux renseignés, ses camarades revinssent d'eux-mêmes sur leur détermination. Malheureusement, la majorité des élèves crut devoir persister ; et, sur l'avis qui leur fut donné que force resterait à la discipline, ils offrirent une démission collective, qui fut également repoussée.

Un certain nombre d'élèves conçut alors la pensée déplorable de sortir violemment de l'école, mais toutes les tentatives faites dans ce but furent réprimées immédiatement par l'état-major, dont les élèves respectèrent constamment l'autorité, sans cependant consentir à abandonner leur détermination.

C'est alors que, sur la demande de M. le ministre de la guerre, le gouvernement, aussi bienveillant pour les élèves que résolu à faire respecter, quoi qu'il pût advenir, les règles de la discipline, leur fit connaître ses intentions par M. le général de division Morvan, président du comité des fortifications. Cet officier général, ancien élève de l'école, connu par ses longs et honorables services, s'adressa à la raison et au cœur des élèves, et leur fit comprendre que leur conduite, contraire à tous principes d'ordre et de discipline, amènerait inévitablement

leur licenciement et même la dissolution complète de l'institution.

Les élèves, touchés des conséquences funestes de leur première résolution, déclarèrent y renoncer en protestant, d'ailleurs, comme ils l'avaient toujours fait dès le début de cette malheureuse affaire, que la politique y était complètement étrangère. Depuis ce moment, l'ordre n'a plus été troublé dans l'école. (Communiqué.)

La 1^{re} chambre de la Cour d'appel, présidée par M. le premier président Troplong, a entériné des lettres de commutation en cinq ans de boulet de la peine capitale prononcée par le 1^{er} Conseil de guerre de la 1^{re} division militaire contre Antoine-Xavier Dieux, fusilier au 69^e régiment d'infanterie de ligne, pour crime de menaces et de voies de fait envers son supérieur.

M. Henri Scheffer, peintre d'histoire, qu'il suffit de nommer pour rappeler une légitime renommée dans les arts, habitait la rue Notre-Dame-de-Lorette, lorsqu'en 1844, voulant obtenir plus de calme et de solitude pour ses travaux, il s'aboucha avec MM. Boubiela, Boucher et Paris, propriétaires de terrains importants, qui, en lui annonçant leur intention de fonder sur ces terrains une cité qui prendrait le nom de cité Pigale, s'obligeaient à construire en cet endroit, dans des conditions déterminées, une maison tout-à-fait propre à satisfaire l'éminent artiste. Suivant leur récit, on prit les mesures de tous les meubles de M. Scheffer, de ses tapis et objets d'ornemens qui garnissaient son appartement, de manière à disposer sa maison pour placer cet élégant mobilier, et à n'éprouver d'autre embarras que celui du déménagement. Deux étages furent appropriés à la destination d'ateliers de peinture, l'un pour le maître, l'autre pour les élèves. Ce fut paroiut un intérieur des plus confortables. M. Scheffer en prit possession et devint locataire de MM. Boubiela et autres, moyennant un loyer annuel de 4,600 francs pendant quinze ans.

Quatre ans déjà passés dans l'exécution des conditions réciproques, M. Scheffer s'est plaint que la cité ne fût pas construite, qu'il n'existait, à l'une des extrémités, qu'une grille qui ne fermait pas, qu'il n'y avait ni concierge, ni logement pour le placer, que les malfaiteurs pouvaient se cacher dans les terrains contigus à sa maison et non encore couverts de constructions, que des fouilles avaient été commencées et abandonnées auprès de cette même maison, de manière à en rendre l'accès dangereux aux élèves de M. Scheffer. Il demandait la résiliation de son bail.

Le Tribunal a accueilli cette demande, motivée sur les articulations ci-dessus, et en reconnaissant notamment : « Que tout individu pouvait s'introduire dans les terrains et y faire tout ce que bon lui semblait » (sic), comme aussi « que les fondations abandonnées formaient une sorte d'abîme où les eaux couraient et où les voitures entrant dans le passage pouvaient verser. »

M^r Delangle, en soutenant devant la 1^{re} chambre de la Cour l'appel interjeté par MM. Boubiela et autres de cette décision, faisait observer que ceux-ci n'avaient fait qu'indiquer une simple intention, et non accepter la condition de construire une cité sur leurs terrains, qui d'ailleurs étaient maintenant bâtis pour une grande partie. Il ajoutait que les autres inconvénients signalés étaient exagérés ; et qu'il ne pouvait y avoir lieu à la résiliation du bail d'une maison construite exprès pour un peintre, qu'il ne serait pas facile de remplacer aujourd'hui par un autre locataire.

M^r Picard, avocat de M. Scheffer, maintenait ce fait qu'il n'y avait pas sécurité pour lui dans son habitation, qu'il n'était pas possible de se mettre aux fenêtres de la maison sans apercevoir des choses offensantes de la part de vagabonds qui cherchent à un refuge quotidien ; que les dames ou demoiselles qui venaient chez lui en voiture couraient de véritables risques en raison de ces fondations malencontreuses placées à l'entrée du passage ; qu'enfin, s'il avait gardé le silence pendant quatre ans, c'est qu'il était juste de laisser aux propriétaires le temps de construire la cité qu'ils avaient promise.

Mais la Cour, sur les conclusions conformes de M. Flandin, substitué du procureur-général, accueille les moyens présentés au nom des propriétaires, a considéré que l'obligation d'élever une cité n'était pas établie, que d'ailleurs des constructions avaient été faites, que les propriétaires avaient fait à leurs divers acquéreurs de terrains l'obligation de bâtir, et qu'enfin les inconvénients signalés n'avaient tout au plus, à défaut par les propriétaires d'y pourvoir, donné lieu à des dommages-intérêts, mais non à une résiliation de bail, surtout après un silence de quatre années.

Le jugement a donc été réformé, et la demande de M. Scheffer a été rejetée.

Une autre cause plaidée devant la même chambre nous a fait passer du peintre d'histoire au souvenir d'un célèbre caricaturiste, M. de Noé fils, qui prend, comme chacun sait, le pseudonyme de Cham (lequel en effet était fils de Noé). Il s'agissait de la réclamation de M. le baron de Noé, chef d'escadron de cuirassiers, poursuivi par le sieur Parvillez, en paiement d'une somme de 3,400 fr., en exécution d'un jugement de condamnation du Tribunal de Philippeville (Algérie). Cette dette, bien que purement civile, entraîne la contrainte par corps, suivant la jurisprudence locale, et M. Parvillez, qui avait été marchand-logis sous les ordres de M. de Noé, en poursuivait le recouvrement par cette voie. M. de Noé a soutenu qu'un arrangement était intervenu entre lui et son créancier, qui avait accepté en à-compte un billet de 1,000 francs souscrit par M. de Noé, et consenti à recevoir le surplus aussi par à-comptes, sur le traitement de son ancien chef d'escadron. M. Parvillez soutenait, par l'organe de M^r Maublanc, que cet arrangement était resté en projet ; mais sur la plaidoirie de M^r Alexis Fontaine, et conformément aux conclusions de M. Flandin, substitué du procureur-général, la Cour a confirmé purement et simplement le jugement du Tribunal de première instance, qui, en reconnaissant l'existence de cet accommodement, ordonnait la mise en liberté de M. de Noé.

Le 5 septembre dernier, M. F. Laurent, rédacteur de la *Patrie*, perdait, à la gare du chemin de fer, à Bourges, un sac de nuit contenant de l'argent et des valeurs considérables. Les renseignements donnés par les voyageurs qui partaient dans le même convoi que M. Laurent firent peser de graves présomptions sur un facteur de la compagnie. La justice poursuivit. La Cour d'assises du Cher consacra deux jours aux débats de cette importante affaire. L'accusé T... fut acquitté.

Cet acquittement ne mettait pas fin aux discussions judiciaires. M. Laurent forma devant le Tribunal civil de la Seine contre la compagnie du chemin de fer une action en dommages-intérêts.

Cette action était sur le point d'être jugée, lorsqu'une circonstance toute fortuite a fait découvrir les traces évidentes du vol qui avait été commis.

M. Kadat, tailleur à Bourges, pêchait avec son fils dans la petite rivière du Moulon, qui longe, à quelques mètres de distance, le chemin de fer du Centre. Tout d'un coup il sentit sous ses pieds un objet qui semblait élastique. Il eut un moment d'émoi, il crut marcher sur un cadavre. Mais la résistance de l'objet qu'il foulait aux pieds céda

tout à coup, et l'eau blanchit à la surface. M. Kadat, dont la curiosité était excitée, plongea alors dans la rivière et en retira successivement divers fragments d'étoffe et de papiers. Quelques liasses de papiers étaient dans un certain état de conservation qui permit à Kadat de reconnaître qu'elles devaient appartenir à M. Laurent, dont il avait suivi le procès en Cour d'assises. Il recueillit alors tous les débris qui se trouvaient sous sa main et les porta au parquet du procureur de la République.

Ce magistrat fit procéder avec le soin le plus éclairé à des opérations qui ont permis, contre toute attente, de reconnaître une grande partie des objets qu'un séjour de dix mois dans la rivière avait entièrement décomposés. Il n'existe que quelques fragments du sac de nuit. La tapisserie de laine dont il était fait est complètement détruite. Le clavier d'acier qui le fermait a été brisé par le voléur, et l'effraction de la serrure ne laisse aucun doute sur le crime qui a été commis.

Tous les objets qui avaient une valeur matérielle, ainsi que l'argent, ont disparu. Un flacon d'eau de Cologne a été retrouvé dans la vase, et conservait encore la liqueur qui n'avait reçu aucune altération. Les fragments d'un caleçon de flanelle ne présentent plus qu'une étoffe qui se brise au moindre contact. Les papiers que l'on a pu recueillir n'ont pas tous également souffert; quelques-uns ont été parfaitement conservés: des titres d'actions de journaux, de chemins de fer, des manuscrits littéraires sont restés parfaitement lisibles.

On a retrouvé des lettres de change, des obligations pour des valeurs considérables, sous signatures privées, qu'il a été possible de reconstituer presque entièrement. Mais la plupart des titres de créance n'ont pu être retrouvés que dans un état de destruction presque absolue. Des papiers étaient réduits en pâte; ils adhéraient les uns aux autres; l'écriture s'était produite sur tous les morceaux adhérents de manière à être presque illisible. Enfin, un grand nombre de pièces que M. Laurent avait déposées dans son sac de nuit n'ont pas laissé de traces et sont probablement restés dans la rivière du Moulon.

A la nouvelle de cette découverte, M. Laurent, assisté de M. Th. Bac, avocat et représentant du peuple, qui l'avait assisté devant la Cour d'assises, s'est rendu à Bourges et a requis le dépôt au greffe des pièces retrouvées. Ce dépôt a eu lieu.

L'action civile formée par M. Laurent sera incessamment jugée par le Tribunal de la Seine, et les débris qui constataient l'importance de la perte qu'il a subie seront mis sous les yeux des magistrats.

La seconde session de juillet de la Cour d'assises de la Seine a été ouverte ce matin, sous la présidence de M. Barbeau.

MM. Trouillet et Colin, ouvriers à la journée, Vautié, absent de Paris, Meissonnier, malade, ont été dispensés du service de la présente session; M. Hudry, étranger non naturalisé, a été rayé de la liste.

L'un des deux accusés qui doivent comparaître les 30 et 31 de ce mois devant la Cour d'assises de la Seine, sous l'accusation d'assassinat commis dans la nuit du 12 au 13 septembre 1845, près de Villejuif, sur la personne du sieur Thoulet, charretier au service de MM. Blanc, commissionnaires de roulage, est le nommé Pierre Etienne Bourgeois, ouvrier charbon, âgé de vingt-six ans, condamné par la même Cour aux travaux forcés à perpétuité le 11 décembre 1847, pour vols avec violence, la nuit, sur des chemins publics, etc. Cet individu a tenté récemment de s'évader de la prison de la Force, où il est détenu en attendant le jugement de cette affaire capitale. Mettant à profit les renseignements qu'il avait obtenus d'un de ses co-détenus occupant avec lui et dix-neuf autres une salle dortoir au deuxième étage du bâtiment Saint-Bernard, Bourgeois brisa à la hauteur de la première traverse un pied de lit en fer à double branche et s'en fit un instrument puissant pour pratiquer dans le mur du fond des lieux d'aisance, situés au même étage, une ouverture qui devait lui permettre, en passant sur un petit toit adossé à ce mur, d'arriver à une maison particulière et de là s'échapper par la rue Pavée-au-Maraîs.

Fort heureusement la vigilance des surveillants empêcha la réalisation complète de ce projet, qui était en pleine exécution au moment de la ronde ou visite de nuit; déjà, à la hauteur de 1 mètre 50 centimètres au-dessus du plancher inférieur, le percement du mur avait atteint une profondeur de 20 centimètres sur une étendue de 40 centimètres de côté, hauteur et largeur, et une heure plus tard il aurait été à jour.

Informé de cette audacieuse tentative d'évasion, le directeur de la prison a pris sur-le-champ les mesures nécessaires pour rendre impossible son accomplissement sur ce point comme sur tous les autres. Du reste, Bourgeois n'a pas cherché à nier en être l'auteur, mais il a déclaré qu'il n'avait aucun complice et que l'idée lui en avait été donnée par un condamné qui avait quitté la Force depuis quelque temps.

DEPARTEMENTS.

TARN. — (Albi), 13 juillet. — (Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.) — Les troubles déplorables qui avaient ensanglanté notre ville dans la soirée de dimanche ne se sont pas heureusement renouvelés.

Albi est resté dans le calme le plus parfait pendant ces derniers jours; mais on ne saurait se dissimuler que si la tranquillité existe à la surface, l'esprit des perturbateurs est en fermentation violente. La semence funeste qu'on a laissé jeter dans le cœur de la classe ouvrière a porté ses fruits empoisonnés. De tous côtés, on entend proférer des paroles de vengeance et de haine; ce qu'il y a de plus effrayant dans l'état de notre malheureux pays, autrefois si sage, c'est que la politique n'est que le masque derrière lequel se cachent les idées et les projets les plus épouvantables contre les éternels principes de la société; c'est la guerre sociale que veulent nos révolutionnaires, et ce que nous entendons tous les jours nous fait pressager quels affreux malheurs sont réservés à la ville si le parti socialiste triomphe un seul jour.

Nous ne pouvons d'ailleurs que répéter que, depuis longtemps, notre département semble sacrifié par le pouvoir à des administrateurs sans énergie, sans idées, sans fermeté pour la défense de l'ordre.

Je dois ajouter les détails suivants à ceux que vous connaissez déjà:

Lorsque, dans la soirée du 8, une partie des attroupe-mens se sépara pour aller courir la ville en chantant, les individus qui s'y trouvaient passèrent dans le faubourg du Pont, et jetèrent des pierres contre trois maisons de riches propriétaires, en vociférant les cris les plus menaçants.

Les journaux rouges de la localité et des environs rendent le compte le plus mensonger de ces événements; il est probable qu'ils trouveront de l'écho à Paris; il est donc utile que la vérité soit parfaitement connue et les mensonges signalés.

Ces journaux prétendent: 1° Que les braves soldats du train ont chargé avec une brutalité inouïe, sans provocation, un attroupe-mens inoffensif; 2° Que quelques pierres seulement ont été lancées par quelques gamins; 3° Que des sommations n'ont pas été faites. Autant d'assertions, autant d'erreurs calculées. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'attroupe-mens chantant, vociférant, hurlant, s'est formé devant le poste de la préfecture à huit heures du soir, et s'est grossi considérablement jusqu'à dix heures; qu'à ce moment les perturbateurs ont essayé trois fois de pénétrer de vive force dans le corps-de-garde pour délivrer deux ou trois individus arrêtés. Ce qu'il y a de certain, c'est que les coups de pierre ont alors été jetés à la troupe, qui pendant une heure (et non pendant vingt minutes seulement, comme je vous l'avais dit) a supporté cette attaque sans se plaindre et sans riposter; ce n'est qu'à onze heures un quart que trois sommations ont été faites par M. le commissaire de police Brostin, au milieu d'une grêle de pierres.

Les sommations n'étaient pas nécessaires, puis l'on avait à repousser une agression à main armée; ce, en-dant, par un surcroît de prudence et de modération, elles furent faites. Ce n'est qu'en cet instant qu'il fut fait usage de la force pour dissiper les émeutiers. Il est bien certain aussi qu'il fut lancé plus de deux charretées de pierres énormes, et avec une vigueur telle qu'il est impossible de supposer que des enfans eussent pu les jeter; d'ailleurs, sur une quarantaine d'individus blessés par les militaires, il n'est pas un seul enfant.

Par arrêt du 10 juillet, la Cour de Toulouse a évoqué l'affaire. Le même jour, M. le premier président Piu s'est transporté à Albi, accompagné de M. le conseiller Dubernard et de M. le procureur-général Marrast. Ces magistrats ont immédiatement procédé à l'instruction un très grand nombre de témoins ont déjà été entendus et la procédure se poursuit avec activité.

Plusieurs individus, signalés par les premières informations comme les auteurs ou les instigateurs des désordres, ont été mis en état d'arrestation. Ce sont: 1° Tartarot, fondé de pouvoirs du receveur-général; 2° Guittard, huissier; 3° Delmas, agent de remplacement; 4° Coruériés, employé à la recette générale; 5° Ratier, agent de remplacement; 6° Fourmier, ancien employé de la préfecture; 7° Maravas, membre du conseil municipal; 8° Boudet, maçon; 9° Rodière, ouvrier imprimeur; 10° Maury, maçon; 11° Jean-Jean, cafetier; 12° Lamy, brasseur; 13° Maynaud, cafetier; 14° Julia, fabricant d'eau-de-vie.

RHONE (Lyon), 14 juillet. — Les perquisitions opérées hier dans le quartier Saint-Clair ont amené la saisie d'une quarantaine de fusils et sabres. Ces perquisitions paraissent se rattacher à un fait qui a causé une certaine rumeur dans notre ville. Un coup de fusil a été tiré mercredi soir, à neuf heures, sur une des sentinelles du poste de la barrière de la Croix-Roussse, place des Bernardines. La sentinelle n'a pas été touchée, fort heureusement; elle a riposté, mais dans une direction très vague, parce que la nuit, qui était déjà tombée, ne lui a pas permis d'apercevoir la fumée du coup qui lui était destiné. Le bruit a couru qu'on avait saisi l'assassin et son fusil; il n'en est rien.

INDRE-ET-LOIRE (Tours, 15 juillet 1849). — On nous écrit de Tours à la date du 15 juillet:

« Depuis quelques jours le choléra était à Tours dans sa période de décroissance. Il n'avait pas dépassé dix morts par jour à l'époque de sa plus grande intensité, et l'on ne comptait plus ça et là que quelques cas isolés.

« Mais vendredi le vent d'est, qui soufflait depuis deux jours, et l'élevation de la température ont semblé rendre au fleau toute sa puissance destructive. C'est sur le pénitencier qu'il s'est abattu tout d'un coup avec une sorte de rage; jusque là pas un déteuu n'avait été atteint. Le jeu-

de la domestique de l'aumônier, qui habite un pavillon en dehors du pénitencier et sur la rue si adrée du Mail, succombait après une attaque de quelques heures; le lendemain vendredi, dès quatre heures du matin, plusieurs cas de choléra se manifestaient dans l'intérieur du pénitencier. A midi on comptait douze malades; le reste du jour plusieurs autres déteuus et des gardiens furent atteints, ainsi que la domestique du directeur. Les déteuus furent évacués sur l'hôpital, puis sur un hôpital spécial ou ambulance, avenue de Grammont.

Hier samedi le nombre des malades augmentait; la domestique du directeur était morte, sa jeune fille était atteinte; plusieurs gardiens transportés en ville avaient succombé.

M. le procureur de la République a mis en liberté ceux des déteuus qui n'avaient plus que peu de temps à faire. Parmi ces derniers, 13 individus, saisis par le mal une heure ou deux heures après leur sortie, sont morts en route, dans les environs de Tours, ou ont été ramenés à l'hôpital; neuf de cette catégorie ont succombé.

« Des autres trente-deux sont morts. On m'assure à l'instant (huit heures du soir) qu'il faut en ajouter encore six. Ainsi quarante-un ou même quarante-sept déteuus sont décédés sur les quatre-vingts que contenait le pénitencier. Il n'en restait ce soir que huit non atteints. On les a transportés depuis hier à Saint-François. On aperçoit de la rue les portes et les fenêtres du pénitencier toutes grandes ouvertes. Il n'y a plus personne absolument.

M. le procureur-général près la Cour d'Orléans, accouru à la nouvelle de cet événement, a sanctionné toutes les mesures prises et vient de repartir.

« Chose étrange, la mortalité n'a pas augmenté dans le reste de la ville; il n'y a toujours que quelques cas rares, isolés, et dont la population ne s'effraie aucunement.

« Un des médecins attachés au pénitencier me disait hier: « C'est la grêle ou plutôt c'est la foudre qui est tombée là sur le pénitencier et non pas ailleurs. Les maisons voisines sont complètement épargnées.

P. S. Une déteuue comparait hier à l'audience du Tribunal correctionnel à quatre heures. Tout en requérant une condamnation, l'organe du ministère public avait laissé entrevoir au Tribunal qu'il désirait un acquittement en raison des circonstances. L'acquittement est prononcé; deux heures après cette malheureuse femme, qui avait les apparences d'une robuste santé, était saie du mal et transportée à l'hôpital. Ce matin elle expirait.

SEINE-ET-OISE (Corbeil). — M. Pitte, avoué de M. Roger de Beauvoir, nous prie de compléter les articulations contenues dans la requête présentée au nom de son client contre M^{me} de Beauvoir. Voici le texte de ces articulations qui ont été omises dans le compte-rendu:

Dix-huitième articulation. — M^{me} de Beauvoir arrivait à Santeny le dimanche 27 août 1848, à neuf heures et demie du soir, s'est dirigée sur le-champ vers la chambre où M. Avond avait laissé son portefeuille de représentant; après avoir adressé des reproches injurieuses à M. Lambert, ami que M. de Beauvoir avait en soin de retenir près de lui et qui ne l'avait pas quitté depuis le vendredi 25 août, elle a fini par lui adresser dans la chambre même de M. de B. avoir des excuses, le suppliant, en se jetant à son cou, de prendre sa défense et de lui faire le courroux calme et noble de son mari, qui venait de la relever fondant en larmes à ses genoux sur lesquels était son fils Eugène.

« Depuis le dimanche 25 août 1848, jusqu'au lundi 26, M^{me} Doze et M^{me} de Beauvoir ont eu recours à tous les moyens, à toutes les promesses pour convaincre M. de Beauvoir de l'innocence de M. Auguste Avond; elles n'avaient que des paroles de crainte pour lui; et elles faisaient son éloge à qui voulait l'entendre. Aucun élan, aucune voix de repentir pour M. de Beauvoir, publiquement outragé, pour l'époux, le père de famille à qui des misérables voulaient non seulement arracher son honneur et sa fortune, mais encore ses enfans; M^{me} Doze la mère ne cessait de lui répéter qu'un procès en séparation coûterait plus de 20,000 fr., que d'ailleurs l'adultère ne serait jamais prouvé; elle répétait devant les domestiques que leurs dépositions ne suffiraient pas; qu'on ne croyait plus aux dépositions de ces gens-là... elle en vint à demander que M. de Beauvoir renvoyât toute cette canaille là, ajoutant que sa fille ne reverrait jamais M. Avond, et qu'elle était prête à le signer. M. Lambert n'a pas cessé d'être présent à toutes ces scènes avec M. de Beauvoir; il ne les quittait pas un seul instant, M. de Beauvoir ayant voulu avoir un témoin de tous ces faits près de lui pour qu'ils ne fussent pas dénaturés.

Il couchait à Santeny dans la même chambre que lui; c'était la chambre ordinaire de M. de Beauvoir; après avoir épuisé tous les moyens possibles pour convaincre M. de Beauvoir, et voyant ses batteries démasquées, M^{me} de Beauvoir est montée, dans la nuit du lundi 28 au mardi 29, dans la chambre de M. de Beauvoir. Là, malgré la présence de M. Lambert, elle s'est assise sur le pied du lit de son mari, et, lasse de ne lui voir opposer qu'un froid silence à ses sollicitations intéressées, elle a laissé échapper ces paroles, qui ressemblent beaucoup à un aveu: « Oh! si vous étiez seul ici, je viendrais bien vite à bout de vous... Vous feriez ce que je voudrais... »

19^e articulation omise. — Les enfans de M. de Beauvoir étaient ordinairement traités par Mme Doze la mère; quant à la fille, elle ne s'en mêlait aucunement. Mme Doze, vraie marâtre, traitait devant tous la petite Eugénie de s...; cet enfant est âgé de deux ans et demi; M^{me} de Beauvoir elle-même a été vue plusieurs fois dans des accès de rage indicible, battant ses enfans et répétant à qui voulait l'entendre qu'elle n'aimait que sa mère, qu'elle détestait ses enfans. Plus d'une fois la petite Eugénie fut rapportée noire de coups aux sœurs Saint-Joseph, à Brie, où elle est en pension.

A l'égard du petit Henri encore en nourrice, ces dames se sont conduites à son égard avec une atrocité non moins criminelle, s'écriant qu'elles n'en avaient que faire et qu'il fal-

lait l'emporter. 20^e articulation omise. Enfin, M^{me} de Beauvoir et M^{me} Doze ont adressé à plusieurs reprises et publiquement les plus graves injures à M. de Beauvoir, l'appelant, lui Roger, un bâtard, et sa mère une p... Une pareille mémoire si sainte, si vénérée, les accusait trop pour ne pas déchaîner leurs calomnies. C'est là le triste, le seul adieu qu'elles ont jeté à la face d'un mari déshonoré, lui répétant deux secondes avant leur départ définitif, à la grille même de son parc, ces mots infâmes devant plusieurs témoins.

ETRANGER.

ANGLETERRE (Liverpool), 12 juillet. — Le navire de commerce le York, venant de la Nouvelle-Orléans, est arrivé à Liverpool. Sur la réquisition du capitaine, M. Kaye, sept matelots qu'il tenait prisonniers à fond de cale ont été conduits à terre sous escorte. Ils seront jugés pour crime de rébellion et complot contre la vie du capitaine et de deux autres personnes. Dans la nuit du 26 juin, vers une heure du matin, un matelot vint avertir M. Kaye que deux de ses camarades, Pritchell et Ward, ourdissaient un complot pour se défaire du capitaine, de son second et du dénonciateur lui-même, nommé Whiffing, qui avait refusé de s'associer à leur exécrable projet.

Le capitaine ayant fait saisir sur-le-champ les chefs du complot, les autres firent des aveux complets. On avait résolu de jeter le second à la mer pendant qu'il retirerait le lock servant à l'estime de la marche du vaisseau. Un autre, armé d'une barre de fer, aurait feint d'engager une conversation avec le capitaine, et profité d'un moment favorable pour lui briser le crâne. Les conjurés devaient ensuite diriger le bâtiment vers la Californie et se livrer à la recherche des trésors que recèlent les sables du Sacramento. La justice a déjà commencé une information régulière.

Source de Paris du 16 Juillet 1849.

Table with financial data including 'AU COMPTANT', 'FIN COURANT', and 'CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET'. It lists various securities and their market values.

Gymnase dramatique. — Ouzième représentation de Quitte pour la peur, charmante comédie, jouée avec tant de grâce et de distinction par Mme Rose Chéri, MM. Bressant et Ferville; un Socialiste en province, par Geoffroy; Brutus, la-che César, par Bressant, Lafontaine et Mme Rose Chéri. On commencera par le Chaperon, joué par Mmes Melcy et Marthe.

Incassamment 1^{re} représentation de Un voyage pour l'autre monde, comédie vaudeville en quatre actes, dont les principaux rôles seront joués par Mme Rose Chéri, MM. Bressant, Tisserant, Ferville, etc.

CHATEAU-ROUGE. — Aujourd'hui deuxième fête dansante des mardis. La direction, en adoptant ce jour en remplacement des lundis, ne fait que se conformer aux desirs d'un nombreux habitué des vastes galeries, consacrées à la danse, réunies aux suaves accords de l'orchestre, si habilement dirigé par Marx, font de ce jardin le rendez-vous du monde élégant.

SPECTACLES DU 17 JUILLET.

THEATRE DE LA REPUBLIQUE. — Les Enfans d'Edouard, Louison. OPERA-COMIQUE. — Les Monténégrins. THEATRE-HISTORIQUE. VAUDEVILLE. — Un Monsieur, la Foire aux Idées. VARIÉTÉS. — Une Femme exposée, la Famille, Jobin. GYMNASSE. — Brutus, un Socialiste, Quitte pour la peur. THEATRE MONTANSIENS. — Vert Vert, Une Femme, la Vendetta. PORTE-SAINT-MARTIN. — La Biche au bois. GAITE. — Le Juif-Errant. AMBIGU. — Le Juif-Errant. CIRQUE DES CHAMPS-ELYSEES. — Exercices d'équitation. HIPPODROME. — Rép. éj. les mardis, jeudis, samedis, dimanches. THEATRE CHOSELÉ. — Reine de France, le Petit Prophète. FOLIES. — Mes Amis, la Graine, Chonchon, Adrienne. DELASSEMENTS-COMIQUES. — La Vivandière, RANELAGH. — Les Juifs soirsés dansantes; les dimanches bals. DIORAMA. — Boul. Bonne-Nouv. Vue de Chine; Fête des lanternes.

Section for real estate sales (Ventes immobilières) in the Paris department. It includes details for the sale of two houses in Auteuil and Passy, and a house with garden and land in Saint-Denis.

Section for real estate sales in the Indre-et-Loire department. It details the sale of a large plot of land near Tours and eight houses in Charonne.

Section for real estate sales in the Paris department. It includes details for the sale of houses in Charonne, Brede, and the Grand-Frèpe.

Section for real estate sales in the Paris department. It details the sale of a large plot of land in Pantin and a house in Montreuil.

de Longchamp, avoués à Paris; à M. Genet, notaire à Noisy-le-Sec; à M. Bizonard, ancien notaire audit Noisy-le-Sec, et à M. Devert, géomètre à Pantin, Grande-Rue.

Paris MAISON des GRAVILLIERS. Etude de M. FOURET, avoué à Paris, rue Sainte-Anne, 51.

Adjudication, le 17 août 1849, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, D'une MAISON sise à Paris, rue des Gravilliers, 40.

Produit net : 2,498 fr. Mise à prix : 24,000 fr. S'adresser pour les renseignements : 1° A M. FOURET, avoué poursuivant, dépositaire du cahier des charges; 2° A M. Le Faure, avoué colicitant, rue Saint-Marc-Feydeau, 19.

Paris GRANDE PROPRIÉTÉ. Etude de M. KIEFFER, avoué à Paris, rue Christine, 3.

Adjudication par suite de baisse de mise à prix, sur licitation, le samedi 11 août 1849, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, au Palais-de-Justice, à Paris, deux heures de relevée, en deux lots séparés.

D'une GRANDE PROPRIÉTÉ, située à Paris, rue Pavée, au Marais, n° 3, 5, 7 et 9, connue sous le nom d'ancien hôtel d'Herbouville, et divisée en deux lots.

Mises à prix : Premier lot : 80,000 fr. Deuxième lot : 30,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : 1° A M. KIEFFER, avoué poursuivant, dépositaire des titres de propriété, du plan des immeubles et d'une copie de l'enchère, rue Christine, 3; 2° A M. Garnier, avoué, rue Notre-Dame-des-Victoires, 32; 3° A M. Péronne, avoué, rue d'Aboukir, 35; 4° A M. Lindet, Dessaignes et Guyon, notaires à Paris; Et sur les lieux, pour visiter la propriété. (9843)

Versailles MAISON DE CAMPAGNE. Etude de M. POUSETT, avoué à Versailles, rue des Réservoirs, 14.

Adjudication en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de première instance de Versailles, le 2 août 1849, heure de midi.

D'une belle MAISON DE CAMPAGNE, sise à Ville-d'Avray, rue Thierry, canton de Sèvres, arrondissement de Versailles (Seine-et-Oise).

Mise à prix : 2,000 fr. Cette maison a été vendue, il y a quelques années, environ 30,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : 1° A M. POUSETT, avoué poursuivant, demeurant à Versailles, rue des Réservoirs, 14; 2° A M. Renault, avoué présent à la vente, à Versailles, rue Duplessis, 86; 3° A M. Thiac, notaire à Paris, place Dauphine, 23. (9777)

Versailles RENTE DE 460 FR. 92 C. Etude de M. RAMEAU, avoué à Versailles. Vente sur saisie, en l'audience des criées du Tribunal civil de Versailles, le jeudi 19 juillet 1849, heure de midi.

1849, heure de midi, D'une RENTE perpétuelle de 460 fr. 92 cent., au capital de 9,218 fr. 33 c., due par l'Etat. Mise à prix : 2,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : A Versailles, à M. RAMEAU, avoué poursuivant, demeurant, rue des Réservoirs, 19. (9844)

CHAMBRES ET ETUDES DE NOTAIRES. Paris MAISON de S^{te}-ANNE PALAIS.

Adjudication en la chambre des notaires, place du Châtelet, 1, par le ministère de M. POTIER, le mardi 17 juillet 1849, à midi, D'une MAISON à Paris, rue Sainte-Anne-du-Palais, 8.

Mise à prix : 10,000 fr. Il y aura adjudication, même sur une seule enchère. S'adresser : audit M. POTIER, rue Richelieu, 45.

La Chapelle-St-Denis DIVERSES CREANCES. Etude de M. TRONCHON, avoué à Paris, rue St-Anoine, 110.

Vente le 23 juillet 1849, chez M. FOURNIER, notaire à La Chapelle-St-Denis, à midi, en six lots, de 77,694 fr. 89 c. de CREANCES, savoir :

1° lot. Une créance de 19,300 fr. 3,000 fr. 2° lot. 4 créances, total 3,941 fr. 3 c. 600 3° lot. 17 créances, total 11,438 fr. 75 c. 50 4° lot. 14 créances, total 9,014 fr. 19 c. 50 5° lot. 11 créances, total 17,815 fr. 75 c. 50 6° lot. 11 créances, total 45,984 fr. 83 c. 50 S'adresser aux d^s M. TRONCHON et FOURNIER. (9839)

Versailles PROPRIÉTÉ AVENUE DE PARIS. Etude de M. PICHARD, notaire à Versailles, place d'Armes, 13, le mardi 31 juillet 1849, à midi, en trois lots.

D'une grande et belle PROPRIÉTÉ, située à Versailles, avenue de Paris, 56.

1° lot. MAISON, jardin, pièce d'eau, massifs d'arbres. Contenance : 96 ares 50 centiares.

2° lot. Bâtimens et grand Terrain planté, eau. Superficie : 1 hectare 93 ares 10 centiares.

3° lot. Grand Terrain planté, eau. Superficie : 1 hectare 2 ares 30 centiares. Chaque lot à façade sur l'avenue de Paris.

Mises à prix : 1° lot, 42,000 fr. 2° lot, 32,000 fr. 3° lot, 16,000 fr.

On pourra traiter avant l'adjudication. S'adresser : A M. Calley Saint-Paul, avocat, à Paris, rue Basse-du-Rempart, 66; Et audit M. PICHARD, notaire, sur une lettre desquels on pourra visiter la propriété, d'une heure à quatre heures. (9826)

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE PARIS A SAINT-GERMAIN. MM. les porteurs d'actions du chemin de fer de Saint-Germain sont informés qu'en vertu des autorisations de l'assemblée générale des actionnaires du 26 mars dernier, il leur sera délivré, au cours de 850 fr., jouissance du 1^{er} courant, des

obligations produisant un intérêt annuel de 50 fr. et remboursables en 1,250 fr., ayant les mêmes droits que celles émises en 1842, et que la Compagnie recevra en échange pour :

1° 27 fr. 20 c., les reconnaissances de dividende de 27 fr. 50 c., 2^e semestre de l'exercice 1847, accrues des intérêts à 5 pour 100, jusqu'au 1^{er} courant; 2° 6 fr. 50 c., les coupons de dividende des 1^{er} octobre 1848 et 1^{er} avril 1849; 3° 12 fr. 50 c., le coupon de dividende à échoir le 1^{er} octobre prochain, et qui se trouve ainsi réglé par anticipation.

Il sera également délivré des obligations au même cours en échange des reconnaissances de dividende des coupons de fondation pour l'exercice 1847.

Ces reconnaissances et coupons devront être déposés au siège de la Compagnie, contre récépissé, à dater du 21 courant jusqu'au 15 août prochain.

LE JOURNAL POUR RIRE est le plus amusant de tous les journaux à images; il est fait avec goût, modération, convenance, et bien qu'il plaise à tout le monde, comme il ne blesse personne, il est accepté par toutes les opinions, et on le voit partout.

AUBERT, qui veut augmenter le nombre d'offres de ses collectionneurs de ce journal, offre en ce moment un avantage qui ne continuera pas longtemps; il donne pour huit francs tous les numéros parus depuis le 1^{er} janvier dernier et tous ceux qui paraîtront jusqu'à la fin d'août. Pour huit francs, l'on aura ainsi huit mois d'abonnement et toutes les belles caricatures parues dernièrement.

L'abonnement du journal est de 4 fr. pour trois mois, 8 fr. pour six mois, 15 fr. pour un an. Tout abonné qui veut recevoir franco un volume MUSÉE PHILIPON, dont le prix est de 15 fr., l'obtient pour 7 fr. — Paris, AUBERT, place de la Bourse, 29; chez tous les libraires de France et aux bureaux des Messageries. (2572)

CALIFORNIE. SAN-FRANCISCO. — Départs réguliers deux fois par mois du port de Londres; prix du passage avec vivres, 600 fr.; un médecin est à bord de chaque navire, sans frais pour les passagers. S'adresser franco, à MM. M. Oppenheim et comp., 1, Boulevard Street, Fleet-Street, à Londres; à Paris, à M. F. Williams, 23, rue Bleue. (2532)

A CÉDER en l'étude de MM. Fortin, B et quai des Saussaies, 148, la grange d'un magnifique débit de tabac admirablement situé; recette 90,000 fr. par an.

MOBILIER. 500 fr., secrétaire, commode, lit, table de nuit, lavabo, table de jeu, de salon, 6 chaises, 430 fr., meuble de salon complet, 250 fr., pendule, candélabres, flambeaux. S'ad. au concierge, r. Fontaine-Moïse, 41. (2548)

AVIS AUX VOYAGEURS. On trouve au dépôt de la MANUFACTURE DE CAOUTCHOUC de MM. BATTIER et GUBAL, 4, rue des Fossés-Montmartre (brevets sans garantie du gouv.), un grand choix d'articles très utiles et presque indispensables en voyage, tels que matelas, coussins et colliers à air, ceintures de na-

tation ou de sauvetage, bonnets de bains, urinaux portatifs, clysoirs, bas de marais et manteaux imperméables forts légers pour la chasse et la pêche; nouveaux tissus extrêmement élastiques pour bretelles, jarretières, lacets, serre-bras et bandages. — Tous les produits portent l'estampille de cette maison et se vendent avec garantie. (2385)

BAISSE DE PRIX. Ce ne sont pas de petits vins nouveaux du Cher, d'Argenteuil, de la Touraine ou de la Basse-Bourgogne; mais bien d'excellens vins vieux de Bordeaux, que fournit, à raison de :

32 c. la bouteille, 90 fr. la pièce, 40 c. le litre, LA SOCIÉTÉ BORDELAISE ET BOURGIGNONNE, RUE NEUVE-ST-AUGUSTIN, 11.

Très bons vins de Bordeaux et Bourgogne de 1846. A 39 c. la bouteille, —110 f. la pièce, —80 c. le lit. A 45 c. la bouteille, —130 f. la pièce, —60 c. le lit. A 50 c. la bouteille, —150 f. la pièce, —70 c. le lit.

Vins sup. à 60 et 75 c. la b., 175 et 205 f. la pièce. Vins fins de 1 f. à 6 f. la b., 300 f. à 1,200 la pièce. Rendus sans frais à domicile. (2447)

FONTAINES FILTRES-CHARBON DE DUCOMMUN, boulevard Poissonnière, 28. Ces filtres ont été recommandés comme préservatifs, en 1832, lors de l'invasion du choléra, par le conseil de salubrité.

L'Institut, dans son dernier rapport, a déclaré qu'ils assuraient partout la salubrité des eaux. Fontaines de toutes sortes. (Exportation.)

LES DENTS SEYMOUR S. SEYMOUR, chirurgien-dentiste, 8, rue Castiglione, ont obtenu une préférence générale. Rien n'est aujourd'hui mieux constaté que l'avantage de ces dents, qui se fixent et s'approprient à l'instant à la mastication et à la prononciation. Fort des résultats qu'il obtient chaque jour, S. Seymour garantit l'efficacité, la solidité et la longue durée de ses dents. Il modèle les dents gâtées à l'aide de l'or et du succédané; cette matière est blanche comme les dents; elle s'emploie à froid, sans douleur, se durcit de suite dans la cavité des dents, et rétablit leur forme et leurs fonctions. — Ethernisation. (2425)

L'ACADEMIE royale de Médecine de Belgique, qui a eu, dans sa séance du 27 janvier 1849, exprimé l'avis que, dans l'intérêt de l'art et de l'humanité, la prohibition du Rob Laffey fut levée, le gouvernement, par un arrêté royal du 22 mars 1849, en a permis l'introduction en Belgique.

LE ROB végétal du Dr BOUYEAU-LAFFEY, est bien supérieur aux sirops de Cuisinier, de Larrey, de salsepareille. Il guérit radicalement, sans mercure, les affections de la peau, dartres, scrofules, les suites de gales, ulcères et les accidents provenant des couches, de l'âge critique et de l'acreté héréditaire des humeurs. Comme dépuratif puissant, il prévient du choléra, convient pour les états de vessie, les rhécitisme et la faiblesse des organes provenant d'abus d'injections ou de sondes. Comme anti-syphilitique, le rob guérit en peu de temps les écoulements récents ou rebelles qui reviennent sans cesse par suite de l'emploi du

copahu, du cubèbe ou des injections qui répèrent le virus sans le neutraliser. Le Rob Bouyeau est surtout recommandé contre les maladies syphilitiques récentes, invétérées ou rebelles au mercure et à l'iode de potassium. Le prospectus du traitement est envoyé franco et gratis à ceux qui en font la demande au docteur Graudeau de Saint-Gervais, 12, rue Richer, à Paris, lequel donne des consultations gratuites par correspondances. — Prix du Rob, 7 fr. 50 c.

DEPOTS DU ROB DE BOUYEAU-LAFFEY A L'ÉTRANGER. Alger, Simonet. Bruxelles, chez tous les pharmaciens. Amsterdam, Burgers, Kalvestrand, 163. Bogota, Lambans-Bautz. A. Bone, Duguet, Brescia, Bianchi, Cadix, Dauter, Caracas, Herman et Cohen. Cartagena, Henriquez P. de la Vega. Cayenne, Chevalier, Chambéry, Saluco, Charleroy, Cappe, Constantine, Gadot, Constantinople, Ortoni, Courtray, Van der Espt, Flessingue, Van Osch, Florence, Pieri, van der Condolia. Fort-Royal, Goyot, Francfort-sur-Mein, Greim, agent général, Gand, Massot-Froment, Genève, de Châteaueux, Hayane, Lervierend, La Haye, Renesse, Lausanne, Allamand, Leipzig, Laurentius, Dorotheusstrasse, Liège, de la Geneste, Londres, Lamenaude, 315, à Oxford-street, et M. Jozeau, 49, Hay-Market, Madrid, J. Simon, Madrid, Caderon, Milan, Rivolta, Mons, Van Miert, Montevideo, A. Lascazes, Naples, Senès et Bellet, Neuchâtel, Hombert, New-York, Milhaud, Nice, Delmas, dépositaire général pour tout le Piémont, Nouvelle-Orléans, Duconge, Orléans, Kochler, Oran, Rigal, Pointe-à-Pitre, Rigault et C. Port-au-Prince, Dauménil, Porto-Cabello, Hestress, Rio Janeiro, Demarais, Rotterdam, Woorhoeve, Santa-Martha, J. Rigal, Saint-Petersbourg, Timpr, Saint-Pierre, Morin, Saint-Pierre, Carboneire, Smyrne, lecard, Tourinay, Carrette, Trieste, Biazzoletta, Valparaiso, Ducio-Solary, Venise, Centenauer, Verviers, Etienne, Vienne, Curti.

En France, le Rob de Bouyeau se trouve chez tous les pharmaciens. Les droguistes de Paris et des départements en ont des entrepôts. On expédie le Rob contre remboursement par les Messageries. L'entrepôt général du véritable Rob Bouyeau-Laffey se trouve exclusivement chez le docteur Graudeau de Saint-Gervais, rue Richer, 12, à Paris; on remet à ses capitaines de navire des caisses payables au retour. (2395)

SIROP LAROZE D'EGORCE D'ORANGE, tonique anti-nerveux contre les crampes, spasmes, coliques d'estomac et d'intestins, diarrhée, dysenterie. — LAROZE, pharmacien, 26, r. Nve des Petits Champs, à Paris. Prix du flac n° 3 fr. — Dépôt dans chaque ville. — Brochure gratis.

DEHAUT A PARIS. Ces mois sont imprimés sur chaque pilule Dehaut, purgatif qui ne peut trouver qu'à la pharmacie Dehaut, rue du Faubourg-St-Denis, n° 148, an. 146. (2529)

CAUTÈRES exempts de POIS LE PER-DREIL. Taillens, compresses, serre-bras. — Faubourg Montmartre, 76-78.

INJECTION TANNIN, 3 f., la seule approuvée et rob. SAFFROY, ph., Fig. St-Denis, 9. (2534)

PILULES DE VALLET. Approuvées par l'Académie de Médecine. Pour guérir les pâles couleurs, les pertes blanches, et pour fortifier les tempéraments faibles. Elles sont préparées par le Dr VALLET lui-même, et ne se vendent qu'en flacons de verre bleu enveloppés d'un papier vert avec étiquette portant la signature ci-contre.

Dépôt, r. Caumartin, 45, et dans chaque ville. Pour les demandes en gros, rue Jacob, 19, à Paris. ON DOIT SE MÉFIER DES CONTREFAÇONS.

Toutes les Annonces de MM. les éditeurs administratifs, de quelque nature qu'elles soient, celles relatives aux Sociétés commerciales, aux Compagnies de Chemins de fer, doivent être déposées directement au bureau de la Gazette des Tribunaux.

Toutes les Annonces industrielles et Réclames sont également reçues au Bureau du Journal.

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1849, dans les PETITES-AFFICHES, la GAZETTE DES TRIBUNAUX et LE DROIT.

LES MODES PARISIENNES, JOURNAL DE LA BONNE COMPAGNIE.

Le plus beau, le plus élégant, le plus comme il faut des journaux de modes, est aussi le moins cher, car il publie dans l'année 52 magnifiques Gravures (une tous les dimanches), 50 Patrons de grandeur naturelle, et il donne gratis à toute personne qui s'abonne pour un an un Album de travaux de dames, dont la valeur est de 15 fr. — Prix d'abonnement : Trois mois, 7 fr. — Six mois, 14 fr. — Un an, 28 fr. — Chez AUBERT, place de la Bourse. (2556)

W. ROGERS. Inventeur des DENTS OSANORES, sans crochets ni ligatures, auteur du Dictionnaire des Sciences dentaires et de l'Encyclopédie du dentiste, etc., reçues par l'Académie de Médecine. 270, RUE SAINT-HONORÉ. (2584)

ELIXIR ET POUDRE DENTIFRICES au Quinquina, Fyrrétre et Gayac, pour conserver aux gencives leur santé, à l'haléine sa pureté, au dent leur éclat, en guérir les douleurs les plus vives. Le flacon ou boîte, 1 fr. 25 c.; les 6 flacons ou boîtes, pris à Paris, 6 fr. 50. Dépôt dans chaque ville. Brochure gratis. J.-P. LAROZE, ph., rue Nve-des-Petits-Champs, 36, Paris.

MAGASIN DE CHARBON DE BOIS, CHARBON DE TERRE, COKE et BOIS A BRULER. Rue de Nicolet, 3, à Montmartre. Les consommateurs trouveront dans cet Etablissement du Charbon de bois de des prix très modérés, d'une qualité supérieure et garantis sans odeur ni fumées. Ecrire sans affranchir à M. COULON, gérant.

EXPOSITION PUBLIQUE ET PERMANENTE, rue St-Honoré, 290. — AMEUBLEMENTS complets, TAPISSERIE, INSTITUTION philanthropique instituée par un capitaine en retraite qui en est le directeur. Magasins et ateliers, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 409, 111, 130. PAR BREVET D'INVENTION (s. g. d. g.). (2590)

SAVON DE TOILETTE DE LA Société Hygienne

Les Savons de toilette étant d'un usage général, ont dû être pour la Société Hygienne l'objet d'une attention spéciale. Le commerce abonde en savons mal préparés et défectueux. Beaucoup d'altérations de la peau sont le résultat de leur usage. Les qualités du Savon de la Société Hygienne sont éminemment adoucissantes; ce savon conserve à la peau son poli, sa souplesse et son velouté; il prévient des rougeurs et efflorescences, ce qui le rend précieux pour la figure et pour la barbe, de même que pour les personnes qui ont la peau sensible et délicate. Pour les enfants dont la peau est si impressionnable, c'est peut-être le seul qui puisse être employé avec toute sécurité. Chaque tablette porte la signature ainsi que le cachet ci-dessus. Entrepôt général, rue J.-J. Rousseau, 5.

VINAIGRE AROMATIQUE de BULLY

Ce vinaigre, le type des vinaigres de toilette, n'a plus à lutter contre l'Eau de Cologne, qui a fait son temps, et qui est définitivement passée de mode. Supériorité de parfum, fraîcheur de propriétés hygiéniques pour rafraîchir et embellir la peau, pour les soins les plus délicats de la toilette des dames, pour chasser le miasme air, etc.; toutes ces qualités sont aujourd'hui jugées. Il n'a plus à se défendre que contre les imitations et contrefaçons qui surgissent de toutes parts. Il convient donc de rappeler au public que les mots Vinaigre aromatique de Vincent Bully doivent être inscrits sur le flacon, et que le cachet et l'étiquette doivent porter la signature ci-contre : 1 fr. 50 c. le flacon, Rue Saint-Honoré, 259, à Paris.

PILULES DE VALLET

Approuvées par l'Académie de Médecine. Pour guérir les pâles couleurs, les pertes blanches, et pour fortifier les tempéraments faibles. Elles sont préparées par le Dr VALLET lui-même, et ne se vendent qu'en flacons de verre bleu enveloppés d'un papier vert avec étiquette portant la signature ci-contre. Dépôt, r. Caumartin, 45, et dans chaque ville. Pour les demandes en gros, rue Jacob, 19, à Paris. ON DOIT SE MÉFIER DES CONTREFAÇONS.

VENTES MOBILIÈRES. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Etude de M. METIVIER, rue Boucher n° 16. En une maison, sise à Paris, rue Nve-St-Augustin, 62. Consistant en armoire à glace, secrétaire, buffet, toilette, etc. Ad. 27, le mercredi 18 juillet 1849, à midi.

TRIBUNAL DE COMMERCE. LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. (Décret du 22 août 1848). CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

SAVON DE TOILETTE. Les créanciers de la Société Hygienne sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

VINAIGRE AROMATIQUE de BULLY. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur AUBERT, épicer, rue Montaubert, 31, peuvent se présenter chez M. Serret, syndic, rue de la Verrerie, 74, pour toucher un dividende de 18 francs 1 cent, p. 100, unique répartition [N° 2580 du gr.]

PILULES DE VALLET. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur DAVESNE, md boulanger, rue du Fil-Pons, 21, peuvent se présenter chez M. Batarel, syndic, rue de Bondy, 7, pour toucher un dividende de 31 fr. p. 100 dans la première répartition [N° 687 du gr.]

TRIBUNAL DE COMMERCE. LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. (Décret du 22 août 1848). CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

SAVON DE TOILETTE. Les créanciers de la Société Hygienne sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

VINAIGRE AROMATIQUE de BULLY. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur AUBERT, épicer, rue Montaubert, 31, peuvent se présenter chez M. Serret, syndic, rue de la Verrerie, 74, pour toucher un dividende de 18 francs 1 cent, p. 100, unique répartition [N° 2580 du gr.]

PILULES DE VALLET. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur DAVESNE, md boulanger, rue du Fil-Pons, 21, peuvent se présenter chez M. Batarel, syndic, rue de Bondy, 7, pour toucher un dividende de 31 fr. p. 100 dans la première répartition [N° 687 du gr.]

VENTES MOBILIÈRES. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Etude de M. METIVIER, rue Boucher n° 16. En une maison, sise à Paris, rue Nve-St-Augustin, 62. Consistant en armoire à glace, secrétaire, buffet, toilette, etc. Ad. 27, le mercredi 18 juillet 1849, à midi.

TRIBUNAL DE COMMERCE. LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. (Décret du 22 août 1848). CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

SAVON DE TOILETTE. Les créanciers de la Société Hygienne sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

VINAIGRE AROMATIQUE de BULLY. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur AUBERT, épicer, rue Montaubert, 31, peuvent se présenter chez M. Serret, syndic, rue de la Verrerie, 74, pour toucher un dividende de 18 francs 1 cent, p. 100, unique répartition [N° 2580 du gr.]

PILULES DE VALLET. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur DAVESNE, md boulanger, rue du Fil-Pons, 21, peuvent se présenter chez M. Batarel, syndic, rue de Bondy, 7, pour toucher un dividende de 31 fr. p. 100 dans la première répartition [N° 687 du gr.]

VENTES MOBILIÈRES. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Etude de M. METIVIER, rue Boucher n° 16. En une maison, sise à Paris, rue Nve-St-Augustin, 62. Consistant en armoire à glace, secrétaire, buffet, toilette, etc. Ad. 27, le mercredi 18 juillet 1849, à midi.

TRIBUNAL DE COMMERCE. LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. (Décret du 22 août 1848). CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

SAVON DE TOILETTE. Les créanciers de la Société Hygienne sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

VINAIGRE AROMATIQUE de BULLY. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur AUBERT, épicer, rue Montaubert, 31, peuvent se présenter chez M. Serret, syndic, rue de la Verrerie, 74, pour toucher un dividende de 18 francs 1 cent, p. 100, unique répartition [N° 2580 du gr.]

PILULES DE VALLET. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur DAVESNE, md boulanger, rue du Fil-Pons, 21, peuvent se présenter chez M. Batarel, syndic, rue de Bondy, 7, pour toucher un dividende de 31 fr. p. 100 dans la première répartition [N° 687 du gr.]

VENTES MOBILIÈRES. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Etude de M. METIVIER, rue Boucher n° 16. En une maison, sise à Paris, rue Nve-St-Augustin, 62. Consistant en armoire à glace, secrétaire, buffet, toilette, etc. Ad. 27, le mercredi 18 juillet 1849, à midi.

TRIBUNAL DE COMMERCE. LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. (Décret du 22 août 1848). CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

SAVON DE TOILETTE. Les créanciers de la Société Hygienne sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

VINAIGRE AROMATIQUE de BULLY. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur AUBERT, épicer, rue Montaubert, 31, peuvent se présenter chez M. Serret, syndic, rue de la Verrerie, 74, pour toucher un dividende de 18 francs 1 cent, p. 100, unique répartition [N° 2580 du gr.]

PILULES DE VALLET. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur DAVESNE, md boulanger, rue du Fil-Pons, 21, peuvent se présenter chez M. Batarel, syndic, rue de Bondy, 7, pour toucher un dividende de 31 fr. p. 100 dans la première répartition [N° 687 du gr.]

VENTES MOBILIÈRES. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Etude de M. METIVIER, rue Boucher n° 16. En une maison, sise à Paris, rue Nve-St-Augustin, 62. Consistant en armoire à glace, secrétaire, buffet, toilette, etc. Ad. 27, le mercredi 18 juillet 1849, à midi.

TRIBUNAL DE COMMERCE. LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. (Décret du 22 août 1848). CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

SAVON DE TOILETTE. Les créanciers de la Société Hygienne sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

VINAIGRE AROMATIQUE de BULLY. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur AUBERT, épicer, rue Montaubert, 31, peuvent se présenter chez M. Serret, syndic, rue de la Verrerie, 74, pour toucher un dividende de 18 francs 1 cent, p. 100, unique répartition [N° 2580 du gr.]

PILULES DE VALLET. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur DAVESNE, md boulanger, rue du Fil-Pons, 21, peuvent se présenter chez M. Batarel, syndic, rue de Bondy, 7, pour toucher un dividende de 31 fr. p. 100 dans la première répartition [N° 687 du gr.]

VENTES MOBILIÈRES. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Etude de M. METIVIER, rue Boucher n° 16. En une maison, sise à Paris, rue Nve-St-Augustin, 62. Consistant en armoire à glace, secrétaire, buffet, toilette, etc. Ad. 27, le mercredi 18 juillet 1849, à midi.

TRIBUNAL DE COMMERCE. LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. (Décret du 22 août 1848). CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

SAVON DE TOILETTE. Les créanciers de la Société Hygienne sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers :

VINAIGRE AROMATIQUE de BULLY. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur AUBERT, épicer, rue Montaubert, 31, peuvent se présenter chez M. Serret, syndic, rue de la Verrerie, 74, pour toucher un dividende de 18 francs 1 cent, p. 100, unique répartition [N° 2580 du gr.]

PILULES DE VALLET. Les créanciers vérifiés et affirmés du sieur DAVESNE, md boulanger, rue du Fil-Pons, 21, peuvent se présenter chez M. Batarel, syndic, rue de Bondy, 7, pour toucher un dividende de 31 fr. p. 100 dans la première répartition [N° 687 du gr.]

VENTES MOBILIÈRES.